

LA SEMAINE AFRICAINAINE



www.lasemaineafricaine.net

N° 4051 du Mardi 27 Avril 2021 - 69^e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 -
- CONGO: 500 F.CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (+ 242) 06 579.39.75 - 04.105.20.77 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

CONGO

Les Congolais dans l'attente du prochain Gouvernement (P.3)

SASSOU-NGUESSO ET LE CAS MOKOKO



Jean-Marie Michel Mokoko

Ouverture ou éternel dédi (P.5)

VATICAN

Bientôt un Consistoire

(P.9)

TCHAD

Une transition qui s'annonce à risques (P.7)

EDITORIAL

À l'envers ou à l'endroit ?

An advertisement for a Canal+ decoder. It features a black decoder box with the Canal+ logo and a remote control. The text includes 'TELECOMMANDE YA VOISIN EZA YA YO TE !', 'SOMBA DECODEUR HD NA YO KAKA NA', and '5000 FCFA'. The Canal+ logo is also present at the bottom right.

TELECOMMANDE
YA VOISIN
EZA YA YO TE !

SOMBA
DECODEUR HD
NA YO KAKA NA

5000 FCFA

CANAL+ CONGO

LES BOUQUETS
CANAL+

MAÎTRE GISCARD BAVOUEZA-GUINOT Notaire

Titulaire d'un office notarial sis 30, Avenue Nelson MANDELA
(à côté de l'ex-FOREVER LIVING, non loin de l'Agence Française de Développement),
Centre-ville, Brazzaville.
Tél.: (00242) 06.540.59.45/ 04.418.20.81, B.P.: 15.244
E-mail: etudegiscardbavouezaguinot@gmail.com
République du Congo

«LAICO-BRAZZAVILLE» S.A.

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Au capital de 1.580.000. 000 de FRANCS CFA
Siège social: avenue Auxence Ickonga, centre-ville, Brazzaville.
RCCM: CG/BZV/08 B 1022
REPUBLIQUE DU CONGO.

Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société dénommée «LAICO-BRAZZAVILLE» S.A. en date à Brazzaville du trente novembre deux mil vingt, reçu au rang des minutes de Maître Giscard BAVOUEZA-GUINOT, le 19 avril 2021 et enregistré au bureau des domaines et du timbre, à Brazzaville le 21 avril 2021, sous Folio 073/23, n°1603, deux (2) résolutions ont été adoptées, à savoir:

1- La possibilité de tenir par visioconférence des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales ;

2- L'amendement des statuts.

Dépôt légal a été effectué, par les soins du Notaire soussigné, au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 23 avril 2021, sous le numéro 21 DA 94;

Mention Modificative a été portée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville, le 23 avril 2021, sous le numéro CG/BZV/08 B 1022.

Fait à Brazzaville, le 23 avril 2021

Pour insertion,

**Maître Giscard
BAVOUEZA-GUINOT,
Notaire**

Office Notarial de Maître Pascale Rosette MPOUO NOTAIRE

Immeuble Billal II, 2eme étage, Appartement Q031/S
En face de l'Ambassade de la Russie, Centre-Ville; Tél.: 06-505-63-05; 05-529-61-33 -
Email:pascalmpouo@gmail.com
BRAZZAVILLE, REPUBLIQUE DU CONGO

FINANCIAL INVEST

Société A Responsabilité Limitée, «société en liquidation»
Capital: UN MILLION (1.000.000) Francs CFA
Siège: Avenue de la Paix, Galerie OMENGA, Poto-Poto-Brazzaville
RCCM: CG-BZ-01-2020-B12-00040

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPEE ET NOMINATION D'UN LIQUIDATEUR

Par Acte authentique, en date à Brazzaville reçus par Maître Pascale Rosette MPOUO, dûment enregistrés à Brazzaville, aux Domaines et Timbres de La Plaine, en date du 12 Avril 2021, sous Folio 067/6 n°1477, le Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société «FINANCIAL INVEST» SARL, dont le siège social est situé à Brazzaville, Avenue de la paix, Galerie OMENGA, Poto-Poto.

Aux termes dudit procès-verbal, l'Assemblée a, au titre des résolutions:
- Décidé la dissolution anticipée de la société FINANCIAL INVEST SARL au 6 Mars 2021 et sa liquidation amiable. Durant cette période, la dénomination sociale sera suivie de la mention «société en liquidation».

Le siège social de la liquidation est fixé à Brazzaville au n°5 de la rue Berlioz,

La Glacière, Bacongo;

-Nommé en qualité de liquidateur et pour une durée de six (6) mois, Monsieur MADZANDOU Sadem Brel Rolmen, de nationalité congolaise, demeurant à Brazzaville;

- Donné au liquidateur les pouvoirs les plus étendus pour mener à bien sa mission, c'est-à-dire réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde entre les associés

- Donné tous pouvoirs à Monsieur MADZANDOU Sadem Brel Rolmen, porteur d'un original ou d'une copie certifiée du présent procès-verbal pour effectuer les formalités d'annonce afférentes aux décisions ci-dessus adoptées.

Ledit procès-verbal a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville et modification conséquente a été faite le 15 Avril 2021.

Pour avis,
**Maître Pascale Rosette MPOUO,
Notaire.**

Etude Notariale de Me Chimène Prisca Nina PONGUI

Notaire sise à Brazzaville (République du Congo)
195 bis, rue Vindza, Plateau des 15 ans
1er étage Immeuble «Ma Reconnaissance»
B.P.: 14745 - Tél.: (+242) 06 605 32 71// 05 516 70 79
E-mail: etudepongui2@gmail.com

LE PERIDOT

Société A Responsabilité Limitée
Au capital social: 1 000 000 de Francs CFA
Siège social: Brazzaville (République du Congo)
841, rue Nkô, Plateau des 15 ans - Mougali
RCCM: CG/BZV/14 B 5535

DISSOLUTION & LIQUIDATION DE LA SOCIETE

Aux termes du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du douze avril deux mil vingt et un de la société «LE PERIDOT», Société A Responsabilité Limitée, ci-dessus plus amplement désignée, déposé au rang des minutes de Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire de résidence à Brazzaville (Congo), le quatorze avril deux mil vingt et un et enregistré à Brazzaville, le vingt avril de la même année à la recette des Impôts de Ouenzé, sous le Folio 073/7 numéro 0658, les associés ont décidé de la:

- dissolution et liquidation de la société ;
- nomination du liquidateur.

Dépôt légal: un exemplaire du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du douze avril deux mil vingt et un a été déposé au greffe du tribunal de commerce de Brazzaville, le vingt-deux avril deux mil vingt et un, enregistré sous le numéro 21 DA 91.

Mention modificative des présentes a été portée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de la société «LE PERIDOT» SARL sous le numéro: M2/21-172.

Pour avis et mention,
**Maître Chimène Prisca Nina
PONGUI,
Notaire.**

IN MEMORIAM

«Le temps qui passe n'efface pas le souvenir»

À l'occasion des 10 ans du rappel à Dieu de leur regretté fils, frère, époux, père et grand-père, Gilbert N'KOUTOU KANGOUDH, ce 27 avril 2021, les familles N'KOUTOU et KANGOUD, sa veuve, ses enfants et ses petits-enfants vous invitent à vous unir à eux, par la prière, afin d'honorer sa mémoire.

Des messes commémoratives seront dites le 2 mai 2021:

- Au Congo, à Brazzaville, en l'Église Saint Pierre-Claver, à la messe de 11 h.
- En France, à Belfort, en la Cathédrale Saint Christophe, à la messe dominicale de 10h.

Paix profonde!



LA SEMAINE AFRICAINE

Bihebdomadaire d'information générale, d'action sociale et d'opinion, s'inspirant de la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique
Siège: Bd. Lyautey (en face du CHU)

Journal édité par la Commission Episcopale des Moyens de Communication Sociale.

B.P. 2080 - BRAZZAVILLE -

Président:

Mgr Miguel Angel OLAVERRI,
Evêque de Pointe-Noire

Vice-Président

Mgr Anatole MILANDOU
Archevêque de Brazzaville

Directeur de Publication / Rédacteur en chef:
Albert S. MIANZOUKOUTA

Rédacteurs en chef adjoints:
Véran Carrhol YANGA (Secrétaire de rédaction)
Tel: (242) 06.668.24.72 / 01 116 63 33

Aristide Ghislain NGOUMA
(Responsable page internationale)
Tel: (242) 05 500 77 77/ 06 610 77 77

Cyr Arnel YABBAT NGO
(Responsable pages nationales)
Tel: (242) 05 500 77 68 / 06 661 98 43

Infographisme:
Atelier: La Semaine Africaine
Service Commercial:
Brazzaville:
Tél.: 06.889.98.99 / 05.528.03.94
Pointe-Noire:
Direction: Tel:05 557.02.03 / 06 985.41.79

Service commercial: 05 553 16 93 / 06 671 44 05

E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr
Site Internet:
www.lasemaineafricaine.net

CONGO

Les Congolais dans l'attente du prochain Gouvernement

Plus d'une semaine après la prestation de serment du Président de la République, le Gouvernement se fait toujours attendre. Et les ministres encore en fonction, ont des sueurs froides, à l'instar des élèves à la veille de connaître l'issue d'un examen crucial.

L'habitude étant une seconde nature, on comprend pourquoi cette peur est si grande au point d'avoir des nuits très perturbées, des insomnies, le stress et les angoisses. Certains ministres ne sont même plus visibles.

Tout ça, parce qu'on a peur de perdre la fonction ministérielle. Donc, les privilèges. Pour cela, ils redoublent les séances de prière, ils vont même aux différentes grottes mariales ou cherchent à consulter les charlatans pour conserver leur poste.

Le Président de la République continue encore à maintenir le suspens. Mettra-t-il sur pied un Gouvernement dit «*de rupture*»?

À l'issue de l'élection présidentielle, scrutin des 17 et 21 mars dernier, Denis Sassou-Nguesso est sorti vainqueur dès le premier tour avec 89,40% des suffrages exprimés, selon les résultats définitifs validés par la Cour constitutionnelle.

Après sa prestation de serment le 16 avril 2021, le premier ministre devrait déjà, en réalité, démissionner, et partant toute son équipe gouvernementale. Rien n'est encore fait et les ministres sont dans l'expectative.

Le chef de l'Etat est à Oyo, département de la Cuvette, pour certainement peaufiner son Gouvernement. «*Dans ce combat pour un Congo fortifié, un Congo rénové, un Congo réinventé, je ne ferai rien seul. J'aurai besoin de chacune et de chacun d'entre vous*», a-t-il déclaré, dans son discours d'investiture.

Par ces propos, le Président de la République entend-t-il mettre en place un Gouvernement d'Union nationale? En tout cas, les Congolais attendent pour voir.

Dans cette perspective, les ministres ont de quoi avoir des sueurs froides parce qu'on n'est pas toujours sûr d'être maintenu dans la nouvelle équipe. A moins d'avoir un parrain fort et puissant.

La peur est si grande auprès des ministres. Et le Président de la République

continue à maintenir le suspens.

Un Gouvernement de «rupture»

Le président Denis Sassou-Nguesso a appelé ses compatriotes à créer ensemble la rupture avec les mentalités déviantes et les comportements pervers du passé, pointant entre autres le laxisme, l'irresponsabilité, la corruption, la fraude, la concussion, le népotisme et la tendance à la gabegie de certains responsables.

Il s'est engagé devant ses pairs à lutter contre les antivaleurs dans les adminis-



Denis Sassou-Nguesso

et à la société civiles. Huit ministres sur les 38 nommés dans l'actuelle équipe gouvernementale sont des femmes: Rosalie Maton-

poser. Les informations circulent moins dans le public avant sa publication, en dehors de ce qu'on publie sur les réseaux sociaux.

En se retirant à Oyo, le Chef de l'Etat s'est extrait des pressions de son entourage, pour parvenir à concevoir son Gouvernement qui, une fois publié, ne décevra pas totalement l'opinion publique nationale.

Les combinaisons politiques qui sous-tendent souvent les Gouvernements d'union nationale vont-elles laisser la place à la technocratie? Le chef de l'Etat restera-t-il fidèle à son discours d'investiture en posant le premier acte d'envergure qui témoigne de sa volonté de ne pas reculer dans la lutte qu'il entend engager contre les travers qui gangrènent l'administration publique et qui ruinent les efforts du développement du pays!

Depuis l'ouverture du pays à la démocratie au début des années 90, on a trop fait place aux compromissions politiques; le travail qui permet de développer le pays a été souvent délaissé. D'où l'inflation des partis politiques. La politique étant devenue le court chemin vers le bien-être.

La page du quinquennat 2016-2021 est définitivement tournée. Elle appartient, désormais au passé. Depuis le 16 avril, jour d'entrée en fonction du Président élu, nous sommes entrés, de plain-pied, dans le nouveau quinquennat. On attend, patiemment, la proclamation du nouveau Gouvernement.

Cyr Armel YABBAT-NGO



La population dans l'attente du Gouvernement

trations et les organismes publics.

Ce courage, a-t-il dit, «*nous l'aurons pour élaborer une politique nationale de lutte contre la corruption et renforcer les moyens dont sont dotés la Haute autorité, l'inspection générale des finances et le Contrôle général de l'Etat. Nous l'aurons pour appliquer à l'encontre des détournements de fonds, de l'enrichissement illicite et du favoritisme, une politique de tolérance zéro. J'y veillerai, avec vigilance et sans faiblesse*».

Des Congolais attendent en effet de voir les premiers effets de la «*tolérance zéro*» à travers la formation du nouveau Gouvernement.

Dans cette nouvelle équipe, les personnalités, pour la plupart réputées proches du Président, seront-elles reconduites. Des grands baobabs de la scène politique congolaise tomberont-ils?

Le Président de la République maintiendra-t-il sa main tendue aux femmes

do (ministre de l'Économie forestière), Arlette Soudan Nonault (ministre du Tourisme et de l'environnement), Destinée Hermella Doukaga (ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique), Jacqueline Lydia Mikolo (ministre de la Santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement), Ingrid Olga Ebouka Babackas (ministre du Plan, des statistiques, de l'intégration régionale, des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande), Adélaïde Mougany (ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel), Antoinette Dinga Dzondo (ministre des Affaires sociales et de la solidarité) et Inès Bertille Néfer Ingany (évincée du Gouvernement).

Si le Gouvernement tarde, c'est peut-être qu'il y a encore des tractations intenses sur les choix des membres devant le com-

Editorial

A l'envers ou à l'endroit ?

À l'heure où tous les regards sont tournés vers la présidence de la République, pour la fumée blanche qui annoncera la formation du nouveau Gouvernement, nous sommes invités à nous interroger sur les différences qui devront marquer la nouvelle mandature. Qu'est-ce qui devra changer et qui sera annonciateur d'un monde à l'endroit ?

Les hommes et les femmes du Gouvernement changent perpétuellement depuis l'indépendance, mais si les maux décriés sont toujours les mêmes, c'est que les hommes ne sont pas toujours la cause du monde ancien. Il ne suffit pas de changer un jeune par un vieux, un homme par une femme, un diplômé par un humble pour nous déclarer satisfaits.

Bien sûr, les technocrates sont utiles. Bien sûr, nous sommes à un stade assez avancé de la compréhension du monde pour que hommes et femmes s'engagent sans discrimination dans la bataille pour le développement. Pas uniquement des technocrates, pas uniquement des femmes, pas uniquement des jeunes: c'est tous, mêlés, en synergie.

Mais même cela ne suffit pas. Il faut insuffler aussi cet esprit de vouloir appartenir à une même nation. Lorsque, comme aujourd'hui, les embauches s'opèrent dans une seule zone géographique, les suspicions de favoritisme ne sont pas loin. Et les risques de paralysie non plus. Car si, de toutes les rumeurs de détournement qui nous arrivent, il ne découle aucune décision suffisamment forte de sanction, c'est aussi parce qu'au cousin du cousin on ne peut pas toucher.

Ce serait s'attaquer à tout le village, à tout le district, à tout le département: cela ne se fait pas. Mais, a contrario, un Gouvernement ne peut se former s'il ne repose pas sur des personnes de confiance. Or la confiance se bâtit. D'où le nœud gordien: qui prendre qui ne soit pas de mon ethnie, et qui soit sanctionnable en cas de faute ? Nous avons proclamé tous les slogans de la lutte contre la corruption, promis de ne plus nous en prendre qu'aux seuls «*menus fretins*» (qui d'ailleurs sont peu présents dans les filets), ce sera cautère sur jambe de bois.

Et pour le reste de la nation, qui continue d'assister au bal des heureux et des promus; de ceux qui sont nés du bon côté de l'Histoire, la frustration se muera en indifférence, en volonté de ne pas coopérer aux seuls privilèges des autres. La question a été posée un jour ici: que veut dire être Congolais? Tant qu'un nom, une origine, une langue fermeront la porte des opportunités égales d'une Nation à quelqu'un, rien ne se fera à la normale.

Tout se passe comme si ce qui ne devait pas être fait ou fait de cette façon, garantissait quand même la normalité des choses. «*Le ciel ne tombera pas!*» C'est comme si nous perpétuions et poursuivions notre vie à l'envers, et que nous commencions même à ne plus nous en rendre compte. A nous en accommoder. Voler, tricher, mentir, étaler sa fortune, multiplier les occasions de favoriser les proches sont devenus des règles de vie. Le prochain gouvernement fera-t-il marcher les choses à l'endroit pour la distinction entre mérite et démerite, public et privé? (Lire ci-contre).

Albert S. MIANZOUKOUTA

COMMENTAIRE

Un Congo à deux vitesses?

Les transports en commun à Brazzaville sont une parfaite illustration de la coupure du pays en deux. Lorsqu'on emprunte un bus dans les quartiers Sud, le respect des mesures barrières est observé et les prix des demi-terrains varient entre 150 et 250 F.CFA, selon les itinéraires. Les véhicules «cent-cent» qui font le trajet «Plateau-La Poudrière», par exemple, exigent 200 F.CFA par personne.

Dans les quartiers Nord, par contre, c'est la liberté. Les mesures barrières ne sont pas respectées dans les bus et les «cent-cent». Ces bus et véhicules sont bourrés de passagers et ceux-ci ne payent que 150 F.CFA, pour effectuer le trajet Moukondo-CNR-TV, à Nkombo ou Nkombo-Massengo.

A Pointe-Noire, aucune mesure barrière n'est plus respectée, alors que la ville constitue avec Brazzaville, l'épicentre de l'épidémie. Sur les 10.333 cas notifiés sur le territoire national depuis le début de la pandémie, ces deux départements comptabilisent près de 93,8% des cas.

Après un peu plus d'un mois depuis le lancement de la campagne de vaccination contre la COVID-19 à Brazzaville, les autres départements continuent d'attendre les premières injections des vaccins Sinopharm et Sputnik V.

Interdites par le Gouvernement, les boîtes de nuit font le plein dans certains quartiers Nord et Centre de Brazzaville où

le couvre-feu n'est qu'une illusion, contrairement aux quartiers Sud où les populations sont arrêtées par la police même à 20h30mn. Il faut déboursier la somme de 12500 F.CFA pour être libéré.

Autre illustration, les fonctionnaires sont payés régulièrement chaque fin du mois, tandis que les retraités eux, cumulent des arriérés de pension, notamment pour ceux de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) qui en sont à plus de 20 mois. Il en est de même pour les agents du CHU-B qui cumulent six mois d'arriérés, les agents du Laboratoire national de santé publique, du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), de l'hôpital général de Loandjili qui observent une grève à Pointe-Noire ou des municipalités.

A Brazzaville, pendant que d'autres quartiers bénéficient de l'eau et de l'électricité en permanence, il y en a, cependant, d'autres qui en manquent. Les bidons jaunes font partie du quotidien des habitants qui vivent un véritable cal-



Une population à la solde des politiciens

vaire. A cela, s'ajoutent les délestages à répétition. Et pourtant, dans d'autres quartiers, les pénuries d'eau et le phénomène des délestages ne sont plus que des vieux souvenirs.

Dans les deux plus grandes villes du Congo, il y a des quartiers qui sont difficilement accessibles à cause de l'état de dégradation des routes. Un véritable casse-tête pour les automobilistes et les populations.

Au sein de l'administration, il y a comme un poids et deux mesures. Des corps des fonctionnaires, notamment les magistrats sont mieux payés que les médecins qui font sept ans d'études.

Dans son discours d'investiture, le chef de l'Etat a promis de tout mettre en œuvre pour répondre aux attentes et exigences de la population. Et notamment des jeunes.

Denis Sassou-Nguesso veut d'un Etat protecteur qui restaure son autorité et qui réforme son administration.

Parlant de cette administration, il y a bien des maux qui lui sont reprochés. Rien n'est obtenu sans déboursier de l'argent. Tout est argent et corruption. «S'il existe un défaut récurrent au sein de notre administration et auquel j'entends mettre un terme, c'est bien celui-ci: on légifère, mais les décrets d'application tardent le plus souvent à venir; et quand ils existent, c'est la volonté de les mettre en œuvre qui est la plupart du temps aux abonnés absents. En résumé: ce ne sont pas les outils qui manquent, c'est le courage de s'en servir», a-t-il reconnu.

Le commun des mortels se demande comment le Président de la République entend y mettre un terme. Chaque fois que le Parlement est en session, les lois sont adoptées par les deux Chambres. Ce qui pose problème, c'est la prise des textes d'application.

KAUD

NOUVELLE ÉQUIPE GOUVERNEMENTALE

Quel gouvernement attendu par les Congolais?

Après la prestation de serment du Président de la République il y a deux semaines, les Congolais sont impatients de connaître la nouvelle équipe gouvernementale du nouveau quinquennat. Mais quel gouvernement attendent-ils ?

B. Marie-Mathieu, homme politique: «Il faut éviter au Président de la République d'être l'otage des «dynamiques» il doit opérer librement son choix. Il nous faut des nouveaux hommes, capables d'accompagner son projet de société»



Photo d'archives

O. Jean Claude, homme politique: «Le Président de la République a été élu à 88,40% des suffrages exprimés, c'est un plébiscite. C'est tout le Congo, qui l'a voté. Il doit tenir compte de cet aspect sociologique pour former son gouvernement».

Z. Macaire, économiste: «Au temps du Président Alphonse Massamba-Débat, il y avait des ministres qui ne faisaient que huit mois au Gouvernement, pourquoi y'a-t-il des ministres à vie? Nous savons que le Président de la République a une culture de reconnaissance, il doit changer un peu pour l'intérêt de la démocratie».

A. Nicolas, société civile: «Nous voulons voir dans ce nouveau gouvernement, la présence des technocrates qui ont déjà fait leurs preuves, qu'ils soient de l'opposition ou du centre. L'important, c'est le Congo, qui y gagne».

B. Brigitte, syndicaliste: «Le Président de la République pendant sa campagne électorale avait mis un accent sur la jeunesse et l'agriculture, nous aimerions que cela soit réalisé pour redonner de l'espoir aux jeunes».

A. Mélanie, journaliste: «Nous avons besoin d'un gouvernement capable d'apporter des solutions idoines pour éradiquer les maux récurrents qui minent le pays, entre autres, le chômage, l'insécurité avec le phénomène «bébés noirs», l'accès à l'eau et à l'électricité, ainsi qu'aux soins de santé de qualité et à l'amélioration des conditions de vie du peuple congolais».

Pascal-Azad DOKO

COOPERATION

La France fait un don de 197 millions de F. CFA au PAM-Congo

L'Etat français vient d'accorder un appui financier de 197 millions de F. CFA au Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) pour le Congo.

Ce don viendra soutenir les actions du PAM-Congo en faveur des populations congolaises frappées par les fortes inondations survenues dans le Nord du Congo, fin 2020, et dont les conséquences humanitaires et alimentaires sont encore considérables.

Cet appui financier apportera des réponses concrètes aux populations sinistrées. En effet, en réalisant des dons alimentaires d'urgence, il renforcera les conditions de subsistance des populations en situation d'insécurité alimentaire et permettra, aussi, de répondre aux besoins nutritionnels des populations, indispensables au bon développement des individus - notamment des enfants. Ce geste de solidarité permettra de soutenir directement plus de 14.000 personnes.

Tarifs d'abonnement

<u>Congo</u>		182 Euros
<u>Autres pays d'Afrique</u>		96 Euros
6 mois	Retrait sur place: 15.600	192 Euros
	Expédié: 23.400	
<u>Europe</u>		96 Euros
1 an	Retrait sur place: 31.200	192 Euros
	Expédié: 46.800	
<u>France, Afrique Francophone</u>		100 Euros
		200 Euros
91 Euros		

Pour tous renseignements, contacter les bureaux de La Semaine Africaine à Brazzaville et à Pointe-Noire. e-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

SASSOU-NGUESSO ET LE CAS MOKOKO

Ouverture ou éternel déni

Et si le général Jean-Marie Michel Mokoko retrouvait sa liberté durant le nouveau quinquennat que vient d'entamer le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso? C'est la première fois que le Chef de l'Etat ne se montre pas intransigent publiquement en répondant à une question sur le sort de l'opposant congolais emprisonné.

Depuis la publication, le 23 mars dernier, des résultats provisoires de l'élection présidentielle le donnant vainqueur du scrutin et son investiture le 16 avril, chaque sortie médiatique du Président Denis Sassou-Nguesso est l'occasion pour les observateurs de la vie politique nationale de scruter la moindre déclaration qui permettrait de connaître l'évolution de l'attitude du pouvoir par rapport au nouveau quinquennat. La semaine passée, le Président de la République a accordé une interview à Télé-Sud, une chaîne de télévision générale basée à Paris, en France. Pendant environ 1 heure, Denis Sassou-Nguesso s'est voulu rassurant quant à l'avenir de son pays. Mais surtout, une fois n'est pas coutume, il était tout à fait

équilibré quand son intervieweur, Vincent Hervouet, l'a interrogé sur le sort des opposants accusés «d'atteinte à la sûreté de l'Etat et détention illégale d'armes de guerre», notamment le général Jean-Marie Michel Mokoko, incarcéré depuis la fin de l'élection présidentielle de 2016 et, depuis, purge une condamnation de 20 ans d'emprisonnement ferme, tout comme André Okombi Salissa. Le chef de l'Etat a laissé entrevoir la possibilité d'un quinquennat marqué par le pardon. «Le général Mokoko n'est pas seul; on parle beaucoup de lui, mais il n'est pas seul. Et nous pensons que, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous voulons engager notre peuple sur la voie de la paix, de la détente nationale, le redressement économique de notre pays», a-t-il déclaré. Et d'ajouter:



Jean-Marie Michel Mokoko

«Ce sera sûrement pour les cinq prochaines années l'ère de détente». Le Président Sassou-Nguesso, réputé pour botter en touche chaque fois qu'on l'a obligé à aborder le cas Mokoko et compagnie, ou qui montrait son irritation, n'aurait pas fait une telle déclaration sans avoir au préalable mûri la question avec son entourage. Voilà, ce qui peut être considéré comme un autre témoignage de foi d'un homme d'Etat qui a pris la ferme résolution de tendre la main à ses adversaires politiques de l'opposition, comme il l'avait déjà déclaré le 23 mars dernier après la proclamation des résultats

provisoires. Est-ce enfin le début d'une ouverture vers le dialogue national inclusif, tout au moins avec les forces qui pourraient constituer des contrepouvoirs à «son pouvoir»? En tout cas, il reste à vérifier si cet engagement du Président Denis Sassou-Nguesso peut se traduire dans les faits. Il reste aussi la réponse aux cas Christ Belvy Dongui et Alex Ibacka Dzabana, deux défenseurs des droits de l'homme accusés eux aussi «d'atteinte à la sûreté de l'Etat», que le Chef de l'Etat n'a pas évoqué sur Télé-Sud.

Jean ZENGABIO

PALUDISME

Contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infanto-juvénile

Célébrée le 25 avril de chaque année, la Journée de lutte contre le paludisme est une façon de rappeler à la communauté internationale et aux décideurs politiques qu'il est urgent de prendre un engagement ferme pour vaincre le paludisme.

L'implication des partenaires internationaux dans cette lutte antipaludique pour inverser la tendance de la maladie en Afrique est de plus en plus importante. Au Congo, la transmission du paludisme est stable et permanente toute l'année. Cette situation est favorisée par les conditions écologiques et climatiques favorables au développement des anophèles, vecteurs de la maladie et est aggravée par le problème de la chimiorésistance du plasmodium aux antipaludiques usuels, particulièrement à la chloroquine.

La mise en œuvre des stratégies simples et efficaces en matière de lutte contre le paludisme à l'échelon national et périphérique telle que le recommande l'Organisation mondiale de la santé (OMS) contribuerait non seulement à une meilleure surveillance épidémiologique de cette endémie mais également à son contrôle.

Le Gouvernement du Congo est déterminé à intensifier ses efforts dans la lutte contre le paludisme dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté en vue

de la relance économique. C'est le Gouvernement qui fixe le cadre d'intervention de tous les partenaires dans la lutte antipaludique au Congo. Sa mise en œuvre contribuera à l'atteinte des Objectifs du développement pour le Millénaire (OMD). L'objectif général du Programme national de lutte contre le paludisme est de contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infanto-juvénile par la mise à échelle des interventions de prévention et de prise en charge du paludisme.

Au Congo, le paludisme est la première cause de consultation dans les formations sanitaires ambulatoires. La prise en charge des malades du paludisme, se heurte à des pénuries fréquentes de médicaments dans les formations sanitaires, à la résistance du plasmodium aux antipaludiques usuels (chloroquine) et au coût assez élevé des combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine.

La prévention contre le paludisme au Congo
La prévention du paludisme, par l'usage des matériaux



L'agent vecteur du paludisme

imprégnés d'insecticide, constitue l'alternative la plus efficace, la mieux adaptée et la moins coûteuse pour une population vivant en majorité sous le seuil de pauvreté. Il est à signaler que plus de 70% de la population congolaise utilise déjà la moustiquaire non imprégnée. Dans certains districts des départements de la Sangha, de la Likouala, de la Cuvette et des Plateaux le taux d'utilisation de la moustiquaire avoisine les 100%. L'utilisation de la moustiquaire imprégnée permet de réduire de manière significative les décès des enfants de moins de 5 ans. La lutte anti-vectorielle, basée sur l'utilisation à grande échelle des moustiquaires imprégnées est actuellement une composante majeure du Programme national de lutte contre le paludisme au Congo, appuyée par l'OMS et l'UNICEF. On note que ¾ des ménages congolais pos-

èdent, au moins une moustiquaire, imprégnée ou non (76%). À Pointe-Noire (2^{ème} ville et capitale économique du pays), 85 % des ménages utilisent les moustiquaires et 81 % à Brazzaville. Dans le milieu rural, la moustiquaire est utilisée au moins par 60 % des ménages.

En ce qui concerne les moustiquaires imprégnées, seulement 9% des ménages en possèdent au moins une. À Brazzaville et Pointe-Noire, parmi les ménages les plus aisés, cette proportion est légèrement plus élevée que la moyenne nationale (respectivement, 13% et 15%). Dans le reste des départements, le nombre moyen des moustiquaires imprégnées (MI) par ménage est très faible (0,2%) et l'objectif est de vulgariser l'utilisation de la moustiquaire imprégnée sur toute l'étendue du territoire national.

KAUD

Coup d'oeil en biais

Démission et guerre des clans pour la Primature ?

Dans sa livraison du vendredi 23 avril 2021, Africa Intelligence rapporte que Denis Sassou-Nguesso a reçu le 21 avril la démission du Gouvernement de Clément Mouamba. Selon les informations en sa possession, le journal spécialisé dans l'information confidentielle précise que maintenant le premier cercle du Président de la République joue des coudes pour remplacer le Premier ministre. «En coulisse, les membres du premier cercle poussent chacun leur candidat pour lui succéder, mais le président pourrait reporter tout changement de gouvernement à 2022», affirme notre confrère. Mais par d'autres sources, on apprend que, certes la lettre de démission de Clément Mouamba a été écrite, mais que celui-ci n'attendrait que l'audience avec le Président Sassou-Nguesso pour la remettre.

Des véhicules du domaine présidentiel empêchés de rentrer au Gabon

La police des frontières du Gabon a bloqué durant plusieurs heures, vendredi 23 avril dernier au poste de douane de Kabela, à la frontière avec le Congo, un cortège de véhicules dont certains du domaine présidentiel congolais. Leurs occupants, des membres de la famille Sassou-Nguesso, parmi lesquels son petit-fils Omar Denis Junior Bongo Ondimba et «les services de sécurité» du Président de la République, selon une source, se rendaient à Franceville par voie terrestre, dans le cadre des obsèques du frère aîné de feu le président Omar Bongo Ondimba, ancien président de la République gabonaise. Selon une source, la police des frontières gabonaises ne voulait autoriser qu'un nombre limité de personnes, une dizaine au plus, sur la quarantaine faisant partie du cortège. Aux dernières nouvelles, la délégation congolaise a dû rebrousser chemin. Incident diplomatique?

Exaspérés par 32 mois de pensions impayées, ils envisagent des sit-in

Les fonctionnaires retraités relevant de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) ont décidé de faire un sit-in tous les jeudis à compter du 29 avril prochain à 11h, devant la direction générale de leur Caisse, à Brazzaville, pour protester contre le non-paiement régulier de leurs pensions. En effet, affirme leur syndicat, l'Union pour la défense des intérêts des retraités (UDIR), entre 2016 et avril 2021, période correspondant au mandat du Président de la République qui vient de se terminer, ils ont totalisé 32 mois de pensions impayés sur 60 mois du mandat présidentiel, «dans l'indifférence totale du Gouvernement». Pour les retraités de l'intérieur du pays, le sit-in sera organisé devant la direction départementale de leur lieu de résidence.

En queue de poisson, l'Assemblée générale des prestataires et bénévoles de l'enseignement !

Les échanges étaient houleux entre le bureau du Comité national des enseignants bénévoles et prestataires du Congo et la base syndicale, vendredi 23 avril dernier au Lycée de la Révolution, lors de l'assemblée générale extraordinaire de restitution des conclusions de la réunion tenue le 21 avril au cabinet du ministre de l'Enseignement primaire. Une grève a été lancée le 17 avril 2021 par cette catégorie d'enseignants. Le président du bureau du Comité national a voulu convaincre la base pour une suspension momentanée de la grève. Son initiative a provoqué un tollé et a été noyée dans un brouhaha indescriptible. Pour la majorité des participants, pas question de suspendre ou de lever la grève qui est leur unique moyen de pression, tant que le Gouvernement n'annoncera pas un recrutement massif spécial dans la Fonction publique qui prenne aussi en compte les enseignants âgés plus de 45 ans. Les effets de la grève se font sentir à Brazzaville où, dans plusieurs établissements, les élèves tourment les pouces en classe faute d'enseignants.

Voleur, battu et blessé, abandonné et récupéré par la Police

Pris en flagrant délit de vol dans un domicile, mercredi 20 avril dernier à Gambouissi, un quartier du cinquième arrondissement de Pointe-Noire, un homme d'une quarantaine d'années a été molesté par le voisinage jusqu'à évanouissement. Il s'y était introduit la veille, vers 11h, après avoir trompé la vigilance des enfants qui étaient restés seuls. S'étant caché sous le lit des enfants, il a attendu la nuit et a opéré tranquillement. Mais, en voulant sortir de la maison avec son butin, il a constaté que le couple avait retiré la clé de la porte. Pris de panique, il est retourné dans sa cachette. C'est là que le voleur a été surpris vers 5h du matin, trahi par le téléphone du propriétaire de la maison qui vibrait et qu'il était incapable d'éteindre. On peut deviner la suite... Le malheureux, inconscient, a été récupéré par la police et conduit à l'hôpital.

«Le Développement est le nouveau nom de la Paix» (Pape Paul VI)

ENVIRONNEMENT

Les usagers d'Averda invités à faire preuve de patience

Installée à Brazzaville en 2015, puis à Pointe-Noire en 2017, la société Averda qui s'est fixée comme objectif l'assainissement de ces deux villes, est depuis quelques mois confrontée à de rudes épreuves qui portent entrave aux opérations de collecte des déchets. Décidément, la société a du plomb dans l'aile. En effet, il n'est pas rare d'observer des bacs débordant d'ordures ménagères au bord de certaines avenues, dans l'attente d'être vidés. D'aucuns pourraient penser qu'Averda a amorcé une descente vers l'enfer; non! Mme Sirine Chehaidi, directrice du développement des affaires de ladite société, s'est montrée disposée et rassurante à éclairer la lanterne en évoquant les causes profondes de cette baisse d'activités. Interview.



Des bacs à ordures abandonnés dans une ruelle

*Présentez-nous la société Averda, ses débuts d'activités et ses objectifs

** Averda, avec son offre globale et mondiale de service de gestion intégrée des déchets, est présente au Congo. La société a lancé ses opérations de services de propreté dans la ville de Brazzaville le 15 août 2015 et le 3 mai 2017, elle a étendu ses activités à Pointe-Noire. Dans ces deux villes, les services d'Averda comprennent la collecte des déchets, le nettoyage des rues, le balayage manuel et mécanique, le curage des caniveaux et l'exploitation des centres d'enfouissement technique des déchets. L'objectif unique de la société est d'assurer aux Brazzavillois et aux Ponténégrins des villes propres, un environnement sain et un monde meilleur. Avec plus de 2000 emplois, Averda est un opérateur participant activement à la vie économique du pays.

*Justement, votre objectif est d'assurer l'assainissement de ces deux villes, mais comment expliquez-vous l'irrégularité dans la collecte des déchets qui gênent le passage des piétons et des voitures?

**Pour l'emplacement des bacs, ils sont placés en commun accord avec les mairies et ne sont pas abandonnés. Actuellement, nos camions rencontrent de sérieuses difficultés à assurer une rotation rapide pour couvrir l'ensemble de tous les bacs. En effet, en plus de la situation financière délicate que nous rencontrons avec une trésorerie limitée chaque mois, la pandémie de coronavirus qui persiste depuis plus d'un an, a aussi des conséquences directes sur nos opérations. Par exemple, l'importation des pièces détachées nécessaires pour l'entretien de nos véhicules de collecte prend plus de temps que d'habitude et certains fournisseurs désistent à nous livrer. En conséquence, nous opérons aujourd'hui avec un nombre réduit de véhicules. Moins de véhicules signifie que les bacs ne peuvent pas être vidés aussi souvent que d'habitude, ce qui entraîne de fréquents débordements de ces bacs à ordures.

*Avez-vous enregistré des actes de vandalisme aussi?

** A vrai dire, nous parlerons plus de non-respect des heures de passage de nos camions sur les différents bacs par les pousse-pousseurs, (service de pré-collecte). Ce problème est aggravé par les actions d'autres collecteurs de déchets d'entreprises privées qui déversent dans ou à proximité de nos bacs, alors qu'ils devraient les transférer à la station des déchets après accord commun avec la mairie centrale. Ce déversement en grande quantité agrandit les tas de déchets et suscite des plaintes de la part du public. A plusieurs reprises, les habitants en ont eu tellement assez de cette situation qu'ils ont déplacé ou vidé des bennes directement sur les routes, ce qui empêche la bonne circulation des voitures et des piétons

*"Aux grands maux, les grands remèdes", dit une maxime. Vous parlez des plaintes du public, mais quel est le plan de relance des activités d'Averda, sa résilience stratégique pouvant rassurer les Brazzavillois et leur redonner de l'espoir?

** Il n'y a pas relance, car Averda n'a jamais abandonné et a toujours mené ses défis jusqu'au bout. Il est primordial pour nous de maintenir les standards internationaux de propreté dont nous sommes si fiers. C'est pourquoi nous travaillons actuellement en étroite collaboration avec les mairies et les autorités pour trouver une solution le plus rapidement possible. Nous remercions les citoyens pour leur patience.

Propos recueillis par Victor Guembela

Qui me répondra?

Comment investir et transformer localement le cacao et le café au Congo?

Serge MBOKO (Pikounda, Sangha)

PORT YORO

Ses travaux de modernisation avancent à un rythme souhaité

Le chantier de construction du port Yoro des pêcheurs à Mpila, à Brazzaville, a été visité jeudi 22 avril 2021, par le ministre d'Etat, Henri Djombo, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, en compagnie de son collègue Jean Jacques Bouya, de l'Aménagement, de l'équipement du territoire, des Grands travaux et de Saddafi Abdellatif, le chargé d'affaires, chef de mission du Royaume du Maroc au Congo. Le but visé a été de se rendre compte de l'état d'avancement des travaux de construction pour la modernité du port dans son fonctionnement et pour constater si le respect de toutes les normes et règles prescrites sont tenues.



Les membres du Gouvernement pendant la visite

Dans le cadre de l'amélioration des conditions des pêcheurs des eaux continentales confrontés aux difficultés de conservation du produit de leur pêche, occasionnant des pertes post capture très énormes, il est en train de se construire des infrastructures sur une superficie de deux hectares au bord du fleuve Congo. Cette surface va abriter plusieurs ouvrages comprenant, entre autres, un bâtiment de hall aux poissons, des locaux sociaux collectifs, un bâtiment des locaux administratifs, des magasins de vente pour les pêcheurs, un espace pour l'atelier mécanique et charpente et un magasin de stockage des engins de pêche. Le Projet de réalisation du point de débarquement aménagé de Yoro (PDA) est inscrit dans le cadre de la politique de développement du secteur halieutique et de la promotion de la pêche artisanale. Le montant des travaux est d'une valeur de 30 millions

de dirhams, soit 3 millions de dollars américains. C'est un don du Royaume du Maroc, à travers l'Agence marocaine de coopération internationale en tant que partenaire stratégique et premier contributeur de ce projet. La construction du port Yoro répond aux attentes des pêcheurs. Elle a démarré les travaux le 1^{er} septembre 2019 et la fin pourra intervenir le 30 novembre 2021. La pose de la première pierre avait eu lieu le 30 novembre 2018 et les termes de la mise en œuvre de la convention signés le 30 avril 2018. La partie congolaise a la charge des expropriations pour la libération de l'espace pour un montant de 2 milliards 807 millions 622 mille 705 F CFA, dont 1 milliard était déjà versé aux expropriés. L'aménagement de l'espace se fera sur le prolongement de la rue Louvingi en deux voies à partir de l'avenue de l'Intendance jusqu'au point de débarquement sur environ un km.

Le ministre Henri Djombo a dit: «Ce projet de coopération entre nos deux pays est l'illustration de la qualité de nos relations. Nous avons pris toutes les dispositions qu'il fallait pour que ce projet démarre. Aujourd'hui, nous voyons que les travaux sont assez avancés. Nous sommes satisfaits. Nous pensons que tout va aller plus vite. Mais, pour accélérer le pas sur le terrain, il faut que du côté du Gouvernement, on mette tout en œuvre, afin que le délai prévu pour la fin des travaux cette année soit tenu. Nous aurons donc un bel ouvrage qui va aider à la réorganisation de la pêche continentale à Brazzaville. Les conditions dans lesquelles le poisson était vendu, n'étaient pas du tout commodes. Il va falloir s'adapter au respect des règles d'hygiène alimentaire

avec les infrastructures qui conviennent, notamment le froid, mais aussi une meilleure organisation des pêcheurs, des vendeurs de poisson et bien d'autres». Le ministre Jean Jacques Bouya, en qualité de maître d'ouvrage délégué de l'Etat qui suit les travaux, a donné son appréciation. «Il y a des engagements du Royaume du Maroc qui sont en train d'être honorés. Il y a aussi des engagements du Gouvernement congolais, il s'agit des points d'accès, notamment des routes d'accès à ces installations pour qu'ensemble nous puissions rendre disponible ce projet à la fin de l'année. Cet engagement demande que toutes les expropriations soient réalisées».

Philippe BANZ

MÉDIAS

Œuvrer pour le développement de la coopération internationale

«Les tendances médiatiques actuelles: global vs local», tel est le thème de la table ronde Russie-Afrique organisé jeudi 22 avril 2021 en visioconférence par l'Agence de presse internationale et Radio Sputnik de la fédération de Russie en partenariat avec l'Agence congolaise d'information (ACI). Cette table ronde associant les médias publics et privés congolais a permis aux journalistes africains et russes d'analyser entre autres les tendances médiatiques et l'impact des technologies sur le journalisme, d'évoquer le changement des demandes du public et d'aborder les possibilités de développement de la coopération internationale entre les médias.



Anast Wilfrid Mbossa

cette information n'a jamais été déformée. Les médias africains ont la mission de se faire grands sans aucun complexe parce qu'ils ont la matière en eux».

Organisée à Moscou par Anastasia Aliamovskaïa, spécialiste en chef de la direction de la coopération internationale de l'agence de presse internationale et radio Sputnik, la table ronde, qui a été modérée par Safwene Grira, coordonnateur de la rédaction Afrique de ladite agence, a réuni huit conférenciers: Côte d'Ivoire, RDC, Togo, Algérie, Gabon, Mali, Russie et le Congo a été représenté par Anast Wilfrid Mbossa, directeur général de l'ACI. Ces orateurs sont intervenus sur différents thèmes: «Le rôle des nouveaux médias et la lutte contre les fake news», «Comment les médias africains peuvent-ils développer un traitement crédible et responsable de l'actualité internationale?», «Institutionnels ou militants, l'unique alternative pour les médias africains?», «Les médias africains tirent-ils le meilleur parti des nouvelles technologies?», «Regard croisés/comparaison sur le phénomène des fake news en Afrique/Occident», etc. Dans son intervention, Anast Wilfrid Mbossa a souligné que les médias ont une influence considérable parce qu'ils repré-

sentent un pouvoir dans la société. Ce pouvoir se traduit par leur capacité à fixer les modes de pensée dans la société tout entière. De nos jours, tout le monde devient journaliste; le fait de publier, d'afficher, de donner l'information quelconque font d'un individu un professionnel des médias. Devant ce contraste,



Les journalistes des médias publics et privés

«la presse dans sa globalité se met en difficulté. Les médias africains ont donc un rôle actif et une obligation de s'affirmer. Ils ont la meilleure information, car elle est tirée des sources très sûres; elle subit quelque fois des pesanteurs politiques mais

Ce qui fait la force des médias c'est de diffuser l'information qui est toujours vraie, sûre et sans distorsion. Au Congo, a-t-il dit, l'impact des technologies numériques est difficile à mesurer par rapport à la structuration de certains médias

locaux. La comparaison avec les pays étrangers est difficile partant de la modernisation des médias qui prend du retard et les réformes structurelles sans cesse différées parce qu'il y a une certaine influence qui s'impose. De son côté, José Naweji, éditeur et directeur de publication du quotidien Forum des As de la RDC, a précisé que l'Afrique a de sérieux problèmes qui lui sont propres. Souvent les informations sont déformées par des personnes qui ne maîtrisent pas les réalités du pays, d'où il demande la création d'une plateforme pour traiter les informations africaines avant de les relayer dans d'autres médias. La directrice adjointe de la diffusion étrangère de Sputnik Web-sites and Radio, Tatiana Koukhareva a signifié que le but de la table ronde est de dialoguer avec les médias africains. Aussi, a-t-elle fait savoir que la coopération des médias doit exister à côté des liens économiques et politiques. Tous les conférenciers ont recommandé à l'Agence de presse internationale et Radio Sputnik de la fédération de Russie d'étudier la procédure d'élaborer soit une plateforme, soit des accords pour avoir une possibilité de communiquer avec beaucoup plus d'efficacité et de vérité. A noter que les relations d'amitié et de coopération entre le Congo et la Russie ont été officiellement nouées le 16 mars 1964.

Aybienevia N'KOUKA-KOUDISSA et Christevie OBA (Stagiaire)

TCHAD

Une transition qui s'annonce à risques

Après l'inhumation du maréchal Idriss Déby Itno, la classe politique est consultée sur l'avenir de la transition. Vendredi 23 avril 2021, après les obsèques, Mohamed Bazoum, président du Niger et son homologue mauritanien Mohamed Ould Ghazouani, ont engagé des consultations en procédant à la rencontre des acteurs politiques pour échanger avec eux.

À la tête de la transition tchadienne mise en place au lendemain du décès d'Idriss Déby et dirigée par un



La junte au pouvoir...



... et les rebelles, au coude-à-coude dans les négociations

Conseil militaire, le général Mahamat Idriss Déby, fils du défunt chef de l'Etat, est fortement contesté par la classe politique et la société civile. Ainsi, la Coalition militaire, une alliance de plusieurs mouvements armés actifs dans le Nord du pays, a exprimé sa «grande préoccupation» sur la situation du pays. Son porte-parole Gassim Cherif, se prononce sur la stratégie de la coalition désormais, face

au nouveau pouvoir soutenu publiquement par la France, un soutien qu'elle juge illégal et illégitime. «Nous avons établi des contacts avec la junte actuelle, pour éviter d'arriver à une situation de guerre ouverte. Si la junte militaire ne reçoit pas cette main tendue, nous serons obligés, dans les jours et les semaines à venir, de marcher sur N'Djamena».

Mohamed Bazoum et Mohamed

Ould Ghazouani de la Mauritanie, ont été mandatés par leurs collègues du G5-Sahel et le président français pour écouter les acteurs politiques sur le modèle de transition qu'ils souhaitent. «Nous avons pris cette décision parce qu'il n'y a pas d'initiative de médiation politique venant d'Afrique centrale en ce moment», ont expliqué les deux chefs d'Etat à la trentaine de leaders politiques de l'opposition et de la majorité confondus qui ont été conviés dans un hôtel de la capitale. Parmi eux se trouvaient Saleh Kebzabo, Succès Masra, Mahamat Ahmat Alhabo (secrétaire général du PLD) ou encore Mahamat Zen Bada, le secrétaire général du parti d'Idriss Déby Itno. Après les discussions, les médiateurs ont noté la nécessité d'un dialogue pour mettre en place des institutions de transition qui seront chargées de rédiger une nouvelle Constitution et organiser des élections. Les conclusions de la rencontre

seront transmises au Conseil militaire de transition à qui les chefs d'Etat du G5-Sahel et la France ont demandé une transition inclusive qui prenne en compte, toutes les composantes de la société tchadienne. «Ce qui ressort des consultations du président (Macron) avec ses homologues, c'est la nécessité d'aller très vite dans une transition inclusive qui fasse de la place aux forces politiques», expliquait un des conseillers du président français, qui a ajouté que «tout le monde est bien conscient que le volet civil de la transition devra avoir des pouvoirs importants et qu'il faudra avoir un équilibre satisfaisant entre le Conseil militaire de transition et le dispositif civil qui se mettra en place». «C'est la seule voie aujourd'hui, car un processus purement militaire n'y arrivera pas», a renchéri cette même source, en concluant que «l'Union africaine et le G5-Sahel seront en première ligne dans ce dossier. La France jouera elle un rôle de garant». Dans les négociations, hormis la classe politique et la société civile, le Conseil militaire de transition et les rebelles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) ne parviennent pas encore à s'accorder sur les termes et enjeux de la transition. Ce lundi, le Conseil militaire de transition, a d'ailleurs publiquement exclu d'avoir à négocier avec les rebelles qu'il entend combattre jusqu'à leur défaite définitive.

Gaule D'AMBERT

KENYA

Inquiétude autour des stocks de vaccins contre la COVID-19



Une citoyenne recevant sa dose d'injection de vaccin AstraZeneca

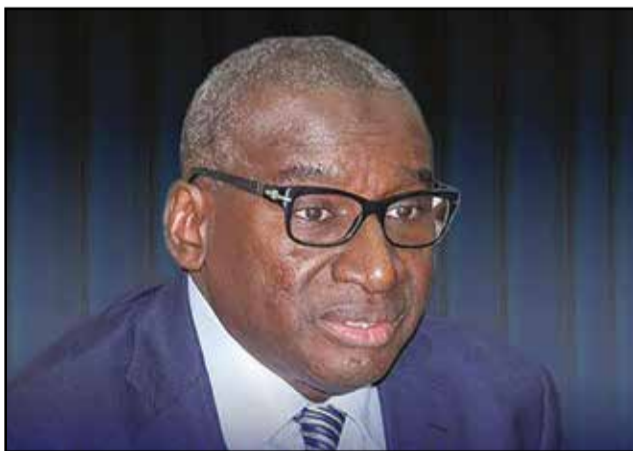
Les autorités sanitaires kenyanes viennent d'annoncer une augmentation du délai entre la première et la deuxième injection du vaccin AstraZeneca. Du fait du retard pris pour les livraisons à travers le dispositif COVAX. Il passe de 8 à 12 semaines, donnant la priorité aux premières doses. Cette situation inquiète la population alors que le pays lutte depuis des semaines contre une troisième vague de l'épidémie. Le dimanche 25 avril dernier, le ministère de la Santé dénombrait 469 nouvelles personnes testées positives à la COVID-19 et 19 nouveaux décès. D'après la secrétaire administrative en chef au ministère de la Santé, le Kenya fait «tout son possible pour que ceux qui ont eu leur première dose d'AstraZeneca puissent recevoir leur deuxième dans le délai des 12 semaines». Les premiers vaccinés, a-t-elle rappelé, devraient recevoir leur deuxième injection au début du mois de juin. Des injections dépendant cependant de l'arrivée de nouvelles doses. Car si le Kenya a bien reçu un peu plus d'un million de vaccins AstraZeneca début mars à travers le dispositif COVAX, le stock est presque épuisé. Plus de 822 000 premières doses ont déjà été administrées. Dès samedi prochain, a-t-elle poursuivi, les autorités sanitaires vont tout mettre en œuvre pour un réapprovisionnement dans les temps. Des discussions sont en cours avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques sans préciser lesquels. Une deuxième livraison COVAX est aussi attendue pour la fin du mois de mai. Mais elle dépend de l'évolution de la situation en Inde, important producteur de vaccins. L'Inde, qui fait face à une explosion de l'épidémie a réduit ses exportations, donnant la priorité à sa population. La situation sanitaire reste difficile au Kenya pour le moment. Un grand nombre d'hôpitaux donnent l'alerte sur un manque de place en réanimation et sur une baisse notoire des réserves en oxygène.

A.P. MASSAMBA

PORTRAIT

Me Sidiki Kaba, ministre de la Défense du Sénégal

Après avoir occupé le poste de garde des Sceaux, ministre de la Justice du 2 septembre 2013 au 7 septembre 2017, ensuite de ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur du 7 septembre 2017 au 7 avril 2019, Me Sidiki Kaba manage depuis le 7 avril 2019 l'important ministère de souveraineté des Forces armées où il prépare et applique la politique définie par le président Macky Sall en matière de défense du territoire national et de respect des engagements internationaux signés par le Sénégal.



Me Sidiki Kaba

C'est la consécration de se voir confier successivement et sans discontinuer trois ministères de souveraineté: la Justice, la Diplomatie et la Défense. Tout repose, sur la confiance placée en lui par le chef de l'Etat mais, Me Sidiki Kaba n'en porte pas moins le profil de l'emploi, dans cette période traversée par d'intenses remises en cause des certitudes diplomatiques et sécuritaires.

La sécurité est devenue la raison d'être de la diplomatie pour la plupart des Etats du monde. C'est, dans cet élan que le président sénégalais lui a confié les Forces armées dans un contexte difficile au Sahel où son pays reste, à la fois, foyer de stabilité et modèle de démocratie. Cette trajectoire exprime à elle seule le mérite et la compétence, qui valent à Me Sidiki Kaba la confiance du chef de l'Etat.

L'actuel ministre des Armées est un dirigeant africain internationalement connu pour son engagement dans la lutte pour la promotion des droits de l'homme et son militantisme pour une justice universelle. Il a, dans un contexte mondial marqué par le terrorisme et dans celui régional dominé par l'insécurité, l'expérience et la sagesse pour assumer, aux meilleurs intérêts du Sénégal, noyau de stabilité de la zone

Afrique de l'Ouest, la fonction de ministre des Forces armées. Intimement lié à son engagement militant, son cursus professionnel est couronné par deux grandes reconnaissances mondiales. En 2001, il est, le premier Africain élu comme président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), la doyenne des organisations de défense des droits de l'homme, qui regroupe quelque 165 ONG dans 120 pays. Le 8 décembre 2014, il est aussi le premier Africain élu président de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). Justice et universalité sont les deux mamelons qui ont nourri sa prestigieuse carrière internationale. La compétence, l'humanisme et la passion pour la justice de Sidiki Kaba en ont fait tantôt le défenseur de nombreux opposants et prisonniers d'opinion en Afrique, tantôt le défenseur des défenseurs des droits de l'homme, tantôt le défenseur des victimes des graves vio-

lations des droits de l'Homme. Cette vision avant-gardiste combinée à son expertise globale lui a permis de développer le mécanisme d'alerte précoce pour prévenir les crises et les conflits qui engendrent les violations massives des droits de l'Homme dans le monde. Au ministère des Affaires étrangères, il a continué d'asseoir le leadership international du Sénégal sur ces questions. Diplômé des universités d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et de Dakar où il a obtenu trois licences en droit, philosophie, et lettres modernes et une maîtrise en droit des affaires, Me Sidiki Kaba est admis en 1980 au barreau de Dakar, après une expérience d'enseignant menée de pair avec des études supérieures comme professeur de français au collège Aké Loba d'Abidjan. De 1985 à 2000, il est élu membre du Conseil de l'ordre, il allie ses activités professionnelles et son combat pour les droits de l'Homme au Sénégal, en Afrique et dans le monde. En 1982, Sidiki Kaba est membre-fondateur de l'Union

interafricaine des avocats. En 1992, fondateur du bureau de l'Union interafricaine des droits de l'Homme, de 1990 à 1997, représentant de la FIDH auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples, de 1987 à 1995, l'Homme dans le monde. Au ministère des Affaires étrangères, il a continué d'asseoir le leadership international du Sénégal sur ces questions. Depuis 1995, il est fondateur et président du Centre africain pour la prévention des conflits. De 2001 à 2007, enseignant-associé auprès de l'université d'Evry Val d'Essonne (France) en «Géopolitique des droits de l'Homme». De 1998 à 2001, vice-président du Centre africain pour les études des droits de l'Homme et de la démocratie, de 2001 à 2007, vice-président puis président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme.

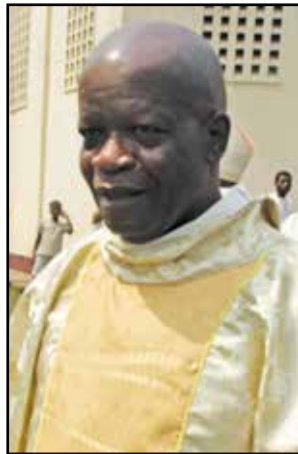
Alain-Patrick MASSAMBA

REFLEXION

Chrétiens de Brazzaville, qu'as-tu fait de ton baptême? Réflexions théologiques pour notre pastorale d'année

1. Cette année pastorale, l'Eglise de Brazzaville a voulu une fois de plus se pencher sur le sacrement qui nous initie à la vie chrétienne. Certains sont devenus chrétiens sans aucune initiation véritable, parce qu'ils ont été baptisés à leur naissance et d'autres ont été véritablement initiés après normalement trois années d'initiation au catéchuménat d'adultes ou d'enfants en âge de scolarité. Si le sacrement de baptême nous initie à la vie chrétienne, le constat ne cesse de se faire pour dire qu'il faudrait une pastorale efficace pour faire de ce sacrement d'initiation un signe qui nous engage dans l'Eglise et dans la société. Le baptême n'est pas un acte privé, il est plutôt un acte public et qui fait des chrétiens des hommes publics. La foi ne peut jamais être de l'ordre du privé. Notre évêque, nous pose pour cela une question fondamentale et existentielle: Qu'as-tu fait de ton baptême? D'ailleurs, il reprend en quelque sorte une question que nous avait posée le Cardinal Roger Etchegaray lors de la clôture de l'Année du Premier Centenaire de l'Évangélisation du Congo. «*Pendant cet événement du centenaire, l'Eglise du Congo a insisté sur la qualité de la vie de foi. Le Légat du Pape, le Cardinal Roger Etchegaray, avait commencé son homélie, lors de la clôture des festivités du centenaire, en posant des questions en lien avec la vie de foi: 'Eglise du Congo, que fais-tu aujourd'hui?*

Je plonge et replonge dans les eaux de mon baptême reçu il y a cent ans-Eglise du Congo, qu'as-tu fait de ton baptême? Que fais-tu de ta foi?' «*Mgr Anatole, en nous posant de nouveau cette question, voudrait insister sur le rayonnement de notre foi. «Le rayonnement d'une Eglise a pour base une foi vivante. Le chrétien congolais était invité par ses pasteurs à marquer sa foi, son courage et son engagement dans la paroisse, le diocèse, la vie sociale, politique et économique du pays».* Comment en sommes-nous arrivés là? A entendre nos pasteurs d'hier et d'aujourd'hui, tout le malaise que nous constatons dans la vie de foi du Congolais a pour origine une mauvaise initiation à la vie chrétienne. Pensons à nos grand-parents qui faisaient un catéchuménat de 3 ans! Nous devrions revenir au carrefour et voir comment nous relancer sur le chemin de la conversion. Comment réaliser cette conversion? L'Eglise a des piliers pour soutenir notre foi. Il y a la communauté chrétienne, la prière communautaire et individuelle, les sacrements. Que signifient les sacrements pour les baptisés que nous sommes? Disons-le simplement, les sacrements ont-ils encore un avenir dans l'Eglise catholique? Ne tendons-nous pas vers la pratique d'autres confessions chrétiennes qui n'ont presque pas de sacrements? Quand nous aurons redécouvert ce que sont



Abbé Jacques Bouekassa

les sacrements, notre vie de foi changera.

Ce qu'est un sacrement

Qu'est-ce donc un sacrement? Le mot est-il dans la bible? Pour rendre active la foi chrétienne, il faut bien cerner les sacrements qui sont des actes qu'on pose dans la foi et qui sont en même temps des signes qui expriment le sens de l'histoire et de la création. Ceci nous permet de mieux cerner encore ce qu'est un sacrement et le passage sur la Samaritaine en Jn. 4, 5-42 nous confirme tous les points qui expriment les sacrements. Un sacrement est une réalité de l'Eglise qui révèle le mystère du salut parce qu'elle en est la réalisation. Faisons nôtre cette définition qu'en donne Mgr Coffy et nous allons essayer de mieux comprendre ce qu'est un

sacrement. Rappelons-nous la définition que nous avons reçue au catéchisme: «*Le sacrement est un signe efficace de la grâce de Dieu.*» Souvent, je dis d'un sacrement, c'est le canal par lequel nous arrive la vie de Dieu.

Les sacrements aux quatre premiers siècles

Pour parler des sacrements, il faudrait voir comment ils étaient vécus aux quatre premiers siècles de l'Eglise. Pour cela, il faudrait partir du Livre des Actes des Apôtres. Après l'homélie de Pierre, le jour de la Pentecôte, beaucoup ont été baptisés (Ac.2, 11-38). Au même chapitre Actes 2,42, il s'agit de la fraction du pain. Ce terme de la fraction, avec celui du repas du Seigneur est l'un des premiers termes utilisés pour parler de l'eucharistie. Ainsi le baptême et l'eucharistie sont attestés comme faisant partie de la toute première pratique chrétienne.

Les sacrements dans le Nouveau Testament

Aujourd'hui les nouvelles Eglises nous disent parfois que les sacrements sont une invention de l'Eglise catholique et qu'ils sont apparus très tardivement dans l'Eglise. Mais que sait-on des premiers chrétiens? Quelle signification donnaient-ils aux sacrements. Sans vouloir ignorer les 4 évangiles qui servent à la réflexion chrétienne pour fonder l'origine de tous les sacrements, dans les Actes des Apôtres et

dans les épîtres, il y a beaucoup de passages qui témoignent de la présence de certains sacrements dans la vie des communautés chrétiennes. Sur le baptême: Rm. 6; 1Cor. 12:13-17; Ac. 2,41; 8,12; 9, 18; 10,48. Sur l'eucharistie: 1Cor.11; Ac. 2,42-46; 20,7. Sur le mariage: 1 Cor. 7; Ep. 5,21. Sur le sacrement des malades: Jc. 5,14. Sur l'imposition des mains: Ac. 6,6; 8, 17; 13, 3. Les premières communautés chrétiennes, dès l'origine ont vécu avec la richesse des réalités sacramentelles. Chaque communauté a eu sa façon d'en dire l'importance. Le Nouveau Testament, nous en livre des témoignages vibrants. Pour Paul, les sacrements sont une façon de vivre la Pâque. Ils nous associent à la mort du Christ afin de nous rendre participants de sa résurrection. Au baptême et à l'eucharistie est associé l'amour conjugal. Pour Matthieu, les rites sacramentels ont été donnés par le Christ Jésus comme signe de sa présence dans son Eglise. Au baptême et à l'eucharistie est associé le pardon des péchés. Pour Luc, l'Esprit Saint accompagne et rend féconde l'action de l'Eglise. C'est lui qui assure le succès de l'annonce de l'Évangile et qui marque la vie des croyants qui s'exprime dans les rites du baptême, de la fraction du pain et de l'imposition des mains. Pour Jean, le baptême et l'eucharistie nous rendent participants

de la vraie vie, celle du Verbe qui est venu parmi nous pour révéler le Père et nous conduire vers Lui. En conclusion, être baptisé comme célébrer l'eucharistie, c'est refaire avec le Christ le chemin de la Pâque, le passage de la mort à la vie. Le rite du baptême était lui-même parlant, c'était une traversée de l'eau, une plongée dans l'eau dont on émergeait comme celui qui se relève d'entre les morts. (Rm.6, 3-6) Le baptême et l'eucharistie sont pour Paul des expressions qui sont inscrites dans la vie de l'homme pour annoncer, pour dire la mort et la résurrection de Jésus, mais ils ne sont pas les seuls. L'amour conjugal, ce don de soi que chacun fait à l'autre dans le mariage, est également présenté comme une façon d'annoncer le mystère pascal (Ep. 5,25-26). Ainsi les sacrements chez Paul, c'est célébrer la présence du Ressuscité et ce n'est pas seulement poser des gestes comme le baptême ou le partage du pain eucharistique, c'est prendre dans la vie de tous jours le chemin de la vraie vie, c'est accueillir l'Esprit qui est à l'œuvre dans la Résurrection du Seigneur. Sans utiliser le mot sacrement, Paul en dévoile le contenu. Chrétien de Brazzaville, qu'as-tu fait de ton baptême?

Abbé Jacques BOUEKASSA

Notes:

¹ Etchegaray, R., Homélie à Brazzaville, in La Semaine Africaine, n°1543-1545, supplément

² Bouekassa, J. Histoire et personnalité, Essai d'une théologie sur l'être -au-monde du Congolais, Thèse de doctorat, Institut Catholique de Paris, novembre 1992, p. 118

World Health Organization
Regional Office for Africa



Organisation Mondiale de la Santé
Bureau Régional de l'Afrique

Organizaçào Mundial de Saúde
Escritório Regional Africano

Facsimile: + 47 241 39501/39503 or + 242 83 95 01/83 95 03 or Direct
Fax: + 47 241 39 508 or + 242 83 95 08

In reply please refer to:
Prière de rappeler la référence:
Favor citar a referencia:
23 avril 2021

AVIS D'APPEL D'OFFRES RFP/AFRO/010/2021 TITRE: SELECTION D'UNE ENTREPRISE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DE BOUTEILLE D'OXYGENE MEDICAL ET ACCESSOIRES A LA CITE DE L'OMS/AFRO

Le Bureau de l'OMS pour l'Afrique vous invite par la présente à soumettre une proposition dans le cadre de présente invitation à soumissionner (RFP) relatif à l'objet sus-référencé.

Ce dossier d'appel d'offre est disponible sur la plateforme <https://www.ungm.org/> sous la référence: RFP/AFRO/010/2021 ou sur demande à l'adresse afrgoafrobids@who.int

Le soumissionnaire soumet, par écrit, son offre complète à l'OMS, au plus tard le 10 mai 2021 à 14: 00h heure de Brazzaville, par courriel, à l'adresse suivante: afrgoafrobids@who.int

(Mentionner la référence de l'appel d'offres dans l'objet)

Le soumissionnaire potentiel qui souhaite obtenir des éclaircissements sur des questions techniques, contractuelles ou commerciales peut le notifier par courrier électronique à l'adresse afrgoafrobids@who.int (utiliser la référence: RFP/AFRO/010/2021. Les demandes de clarification devraient nous parvenir au plus tard le 5 jours avant la date limite de dépôt des offres.

L'OMS-AFRO attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux opportunités commerciales proposées par l'OMS.

Sincères salutations

Contracting and Procurement Services
General Management Cluster (GMC)

CENTRE DE FORMATION ET D'INFORMATION SUECO



Chers Parents, chers étudiants, vous qui cherchez un cadre idéal pour les études : La Direction du Centre de Formation et d'Information Suéco a le réel plaisir de vous informer que la rentrée des semestres pairs (2è, 4è et 6è) 2019-2020 aura lieu le 12 Octobre 2020.

Pour les nouveaux bacheliers et anciens étudiants, la rentrée académique 2020-2021 aura lieu le 1^{er} février 2021.

Les Bacheliers, les filières suivantes: BTS & Licence Pro :

– Management des Ressources Humaines - Banque et Finance - Génie Logistique et Transport – Marketing et Action Commerciale – Comptabilité et Gestion des Organisations – Assistant de Direction – Réseau et Télécommunication.

- **Durée de la formation BTS : 20 mois + 2 mois de stage en entreprise**
- **Durée de la formation Licence pro : 10 mois + 2 mois de stage en entreprise**
- **Les non-bacheliers, les filières suivantes: CAP: Pâtisserie & Secrétariat Bureautique : Durée de la formation : 6 mois**



Les inscriptions et réinscriptions sont déjà ouvertes à la scolarité



Notre Amphithéâtre de plus de 300 places pour vous permettre de respecter les mesures barrières contre le Covid-19 lors de vos manifestations : Séminaires – Conférences – Activités culturelles...

Suéco offre aussi des formations à la carte

- **Informatique (Word – Excel – Publisher – Power Point et autres logiciels à la demande)**
- **Anglais (Beginner level – Intermediate level – Advanced level)**

Contacts : suecoeec@yahoo.fr / contact@sueco.org

Tél. (+242) 06.679.12.91 / 06.654.51.93

« Suéco, Former pour libérer l'Homme »

VATICAN

Un Consistoire le 3 mai pour fixer la date de sept canonisations

Lundi 3 mai 2021 à 10 heures, en la Salle du Consistoire du Palais apostolique au Vatican, le Pape François présidera la célébration de l'office de Tierces et le Consistoire ordinaire public pour la canonisation de sept bienheureux, parmi lesquels Charles de Foucauld, béatifié en 2005. Ce Consistoire permettra d'annoncer la date de canonisation de Charles de Foucauld, assassiné en 1916 devant son ermitage de Tamanrasset en Algérie.

Après une suspension des cérémonies de canonisation durant toute l'année 2020, en raison des restrictions liées à la crise du coronavirus, la date de canonisation de ces sept bienheureux sera enfin connue. Deux prêtres français figurent dans cette liste: Charles de Foucauld (1858-1916), prêtre et ermite assassiné en Algérie, et César de Bus (1554-1607), fondateur de la Congrégation des Pères de la Doctrine chrétienne.

Parmi ces sept futurs saints figurent aussi deux religieuses italiennes: Maria Francesca di Gesù, fondatrice des sœurs tertiaires capucines de Loano, et Maria Domenica Mantovani, cofondatrice et première supérieure générale de l'Institut des Petites Sœurs de la Sainte Famille; deux prêtres italiens: Luigi Maria Palazzolo, fondateur de l'Istituto delle Suore delle Poverelle - Institut Palazzolo, et Giustino Maria Russolillo, fondateur de la Société des Divines Vocations et de la



Une vue Consistoire antérieur (Ph. d'archives)

Congrégation des Sœurs des Divines Vocations; et un martyr laïc, Lazare Devasahyam Pillai, tué en Inde en 1752. L'ensemble des cardinaux présents à Rome sont conviés à participer à ce Consistoire

«ordinaire». Contrairement aux Consistoires dits «extraordinaires», ces réunions ne donnent pas lieu à la création de nouveaux cardinaux.

FOI ET RELIGION

La liberté religieuse régresse dans le monde

Dans son rapport sur la liberté religieuse, la fondation de droit pontifical AED (Aide à l'Église en détresse), souligne que cette liberté fondamentale a régressé par rapport à il y a deux ans. Si en 2018, elle était bafouée dans un pays sur cinq, c'est maintenant dans un tiers des États qu'elle n'est pas respectée.

Les croyants font l'objet de persécution ou de discrimination dans 62 pays sur les 196 étudiés, soit un tiers. Une proportion en nette augmentation par rapport à la précédente étude, datant de 2018. Les données collectées par Aide à l'Église (AED) font état d'une persécution dans 26 pays et de discriminations dans 36 autres. Deux tiers de la population mondiale sont ainsi concernés.

Trois causes principales expliquent cette détérioration. Il y a d'abord l'expansion du terrorisme islamiste, notamment au Sahel où sont actives les déclinaisons locales de l'organisation de l'État islamique et d'Al Qaïda, qui tentent d'établir une sorte de «califat intercontinental», explique Benoît de



Des chrétiens participant à une messe

Blanpré, le directeur d'AED France. Ensuite, et c'est une «surprise» pour la fondation, il y a les conséquences de la pandémie de la COVID-19, avec d'une part les entraves à la pratique du culte observées dans de nombreux pays à travers le monde, et d'autre part, le renforcement des préjugés dont les minorités religieuses sont

victimes, étant tenues pour responsables de la propagation du virus. Enfin, la montée d'un suprématisme ethno-religieux populiste devient une cause majeure de discriminations envers les minorités religieuses, plus particulièrement en Asie, notamment en Inde et au Sri Lanka. L'un des rares motifs de satisfaction, ou d'espérance, selon

Benoît de Blanpré, c'est l'action du Pape François en faveur de la paix religieuse. Il évoque ainsi la venue au Vatican des dirigeants sud-soudanais «réunis autour d'une même table», ou la signature du document sur la fraternité humaine avec le grand imam de l'université d'Al-Azhar.

(Xavier Sartre - Vatican News)

AFRIQUE

Les Jésuites luttent contre les abus

La Conférence des Jésuites d'Afrique et de Madagascar, JCAM, s'est jointe à la voix du Pape François pour lutter contre les abus sur mineurs et les adultes vulnérables.

Répondant à l'appel du Pape François pour une action décisive contre la pédophilie et apportant une contribution à l'engagement de l'Église universelle à créer un environnement sûr pour tous, la Conférence des jésuites d'Afrique et de Madagascar, JCAM, organisera du 28 au 30 avril 2021 un webinaire intitulé «L'enfant africain: promouvoir une culture cohérente de protection, de soin et de sauvegarde dans l'Église et la société».

Un séminaire pluridisciplinaire Le séminaire en ligne réunira des professionnels, des experts, des théologiens et des

universitaires du continent qui examineront les défis posés à l'Église, à la famille et aux sociétés africaines par les abus sexuels sur les enfants et les adultes vulnérables, ainsi que les tâches et les engagements auxquels ils sont appelés pour contrer ce phénomène. Au cours des travaux, les participants auront l'occasion de présenter les derniers résultats de recherche, les opinions et les meilleures pratiques en Afrique dans le domaine de la protection de l'enfant. Renforcement des capacités En mettant l'accent sur les abus commis par le clergé, le phénomène sera analysé à travers

quatre optiques critiques: la justice pour les victimes et les survivants; la prévention des abus sexuels sur les mineurs et les personnes vulnérables; les facteurs structurels qui les favorisent; puis la réorganisation des structures ecclésiales et sociales pour garantir la justice pour les victimes et la prévention. L'événement, auquel participeront des jésuites, des laïcs, des responsables d'église et des représentants d'autres ordres religieux de tout le continent, sera également l'occasion de former et de renforcer les capacités de réponse de la communauté chrétienne, des responsables et des agents pastoraux en Afrique face à ce fléau.

Une nouvelle voie La réunion ouvrira une nou-

velle voie d'enquête multidisciplinaire et de discussion constructive entre universitaires et cliniciens sur le phénomène global des abus sexuels du clergé dans le contexte de l'Église et de la société en Afrique, explique un communiqué de la Conférence des jésuites d'Afrique et de Madagascar. Les rapports présentés seront publiés dans un volume qui sera mis à disposition pour des recherches, études et formations ultérieures.

L'appel du Pape François et l'engagement des Jésuites Dans son Motu Proprio, Vos Estis Lux Mundi (7 mai 2019), le Pape François déclare que les abus, quelle que soit leur nature, commis à l'encontre des mineurs et des personnes

COTE D'IVOIRE

Des ministres ont fait d'importants dons en vivres et non vivres aux chrétiens

Une délégation de ministres catholiques, conduite par la ministre sortante de l'Assainissement et de la Salubrité, Anne Désirée Ouloto, a fait un important don aux chrétiens catholiques, pendant la période de carême et de Pâques chrétiens. C'était le vendredi 26 mars 2021 au siège de la Caritas Côte d'Ivoire à Cocody à Abidjan. Ces dons étaient notamment, constitués de sacs de riz, de cartons d'huile, de pâtes alimentaires, de sel, de sucre, de lait, de chocolat en poudre, de café, de cartons de savon et d'eau de javel.



Une séquence de la remise des dons...

D'après Anne-Désirée Ouloto, le temps de Carême est un temps de ressourcement, de jeûne et de partage. «Nous sommes avec vous à la Caritas pour accomplir notre devoir. En tant que fidèles catholiques, nous sommes venus vous remettre, au nom du Président de la République, des dons en vivres et non vivres». C'était en présence des ministres Claude-Isaac, de Roger Félix Adom et de la Secrétaire d'État Aimée Zébeyoux. Et de poursuivre, les chrétiens doivent vivre leur foi dans l'exercice de leurs missions, de manière à partager avec leurs frères et sœurs, les principes de fraternité, de solidarité, des valeurs du vivre-ensemble.



Réception du même don

Le révérend père Jean-Pierre Tiémélé Tanoh, secrétaire exécutif national de Caritas Côte d'Ivoire, a salué ce geste de charité et d'amour. «Je vous prie de transmettre à Monsieur le Président de la République, à son épouse ainsi qu'aux membres du Gouvernement, mon infinie gratitude», a-t-il dit. Créée en 1955, la Caritas Côte d'Ivoire est une association d'utilité publique qui vise à faire reculer la pauvreté à travers la solidarité. Signalons que les autres communautés religieuses du pays ont aussi bénéficié des dons en provenance du Président de la République, de la Première dame du pays, Dominique Ouattara et d'autres membres du Gouvernement ivoirien.

Alain-Patrick MASSAMBA

CONFERENCE EPISCOPALE DU CONGO

Calendrier annuel 2021

Du 26 au 28 janvier - Rencontre extraordinaire - CIO/Brazzaville

Du 13 au 16 avril - Session pastorale - CIO/Brazzaville

Du 11 au 17 octobre - 50^e Assemblée plénière - CIO/Brazzaville

Abbé Brice Armand IBOMBO
Secrétaire Général de la CEC

vulnérables infligent «des dommages physiques, psychologiques et spirituels aux victimes et nuisent à la communauté des fidèles». La douleur des victimes et de leurs familles est aussi notre douleur, et il est donc urgent de réaffirmer une fois de plus notre engagement à assurer la protection des mineurs et des adultes vulnérables.

Pour que de tels phénomènes ne se reproduisent plus jamais, les Jésuites en Afrique

estiment qu'il faut une conversion continue et profonde des cœurs, attestée par des actions concrètes et efficaces qui impliquent tout le monde dans l'Église, afin que la sainteté personnelle et l'engagement moral puissent contribuer à promouvoir la pleine crédibilité du message évangélique et l'efficacité de la mission de l'Église.

(Source: Vatican News)



Réseau National des Associations des Positifs du Congo
Conseil d'Administration
Secrétariat Exécutif
 Siège social : 1527, Rue LEKOU MOU, Plateau des 15 ans - Brazzaville
 République du Congo
 Tél : 05 083 64 53/ 05 520 16 14 E-mail: renapccgbzv@gmail.com

Réseau National des Associations des Positifs du Congo Subvention VIH/TB du Fonds Mondial Période de mise en œuvre janvier 2021- décembre 2023

Appel à propositions pour le recrutement de quatre (04) Sous-Sous Récipiendaires pour la mise en œuvre des activités du volet communautaire.

I. CONTEXTE

Le Réseau National des Associations des Positifs du Congo (RENAPC) est une plateforme qui regroupe 28 associations membres réparties sur le territoire national. Les membres du RENAPC sont des associations de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme selon des thématiques diverses qui composent la réponse globale contre ces trois maladies. Pour la période 2021-2023, le RENAPC est Sous-Récipiendaire communautaire du PNUD pour la subvention VIH/TB du NMF3 du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme. Le projet couvre sept départements qui varient selon la thématique et la cible.

La mise en œuvre de la subvention a pour objectifs:

- Réduire les nouvelles infections parmi les populations vulnérables (en l'occurrence les jeunes filles, les jeunes femmes), les populations clés et éliminer celles chez les enfants d'ici à 2023. - Réaliser les objectifs 90-90-90 en vue de réduire de manière significative la morbidité et la mortalité chez les PVVIH d'ici à 2023,
- Réduire le nombre de décès lié à la tuberculose à l'horizon 2023 par rapport à l'année 2015. - Réduire l'incidence de la tuberculose à l'horizon 2023 par rapport à 2015.

Le RENAPC mettra en œuvre des interventions communautaires qui vont contribuer à améliorer la performance des programmes VIH et Tuberculose. Elle se fera en partenariat avec les Programmes Nationaux de Lutte contre le SIDA et la Tuberculose en collaboration avec des prestataires de services de santé, des DDSSA et tous les partenaires de mise en œuvre, sous la supervision du PNUD

Le RENAPC, en tant que SR communautaire de ladite subvention, lance un appel à manifestation d'intérêt pour inviter les associations non gouvernementales qualifiées, qui interviennent auprès des communautés cibles à postuler en qualité de sous-récipiendaire (SSR).

Cet appel à propositions présente toutes les informations pertinentes et les exigences minimales pour la préparation de ces soumissions.

II. OPPORTUNITÉ

Cette opportunité est ouverte aux organisations éligibles et qualifiées pour aider le RENAPC à mettre en œuvre des activités des interventions communautaires des modules suivants de la subvention.

Les organisations intéressées ont la possibilité de postuler pour l'une des trois thématiques suivantes:

- Jeunes et adolescent.e.s; - Hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes; - Professionnels de sexe; - Tuberculose communautaire

Les modules ci-dessous fixent les bases des interventions communautaires dans le cadre de cette subvention:

Composante VIH

Mise en œuvre des interventions communautaires auprès et au profit des populations clés (HSH et PS), ainsi que des activités en soutien aux interventions du PNLS à travers les modules suivants:

Module 1: Prévention

Approches différenciées de prévention en direction des cibles suivantes: les Hommes ayant des rapports sexuels avec les Hommes (HSH), les professionnelles de Sexe (PS), minorités de genre (Transgenres), les Consommateurs de Drogues Injectables (CDI) et les populations carcérales pour plus d'impact. Les partenaires féminines des HSH et les partenaires et clients des PS sont également ciblés.

Les activités à mettre en œuvre seront axées sur:

- Programmation relative aux préservatifs et aux lubrifiants (promotion de l'utilisation du préservatif)

- Interventions pour le changement de comportement; - Prophylaxie pré-exposition (PrEP); - Autonomisation des communautés; - Lutte contre la stigmatisation, la discrimination et la violence envers les populations clés;

Module 2: Services de dépistage différencié du VIH; - Offre de dépistage communautaire; - Offre de dépistage par auto-test.

Module 3: Traitement, prise en charge et soutien

- Services différenciés de traitements antirétroviraux et prise en charge du VIH
- Suivi du traitement.

Composantes VIH et Tuberculose

Mise en œuvre des interventions communautaires devant contribuer à la réduction des obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de lutte contre le VIH/la tuberculose:

Composante Tuberculose

Module 8: Réduction des obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de lutte contre le VIH/la tuberculose

- Réduction de la stigmatisation et de la discrimination; - Mobilisation et sensibilisation des communautés.

III. CRITÈRE D'ÉLIGIBILITÉ

Les paramètres qui détermineront si une entité est éligible pour être considérée par le RENAPC sont les suivants:

- Être enregistré et posséder une identité juridique pour exercer en République du Congo; - L'OSC possède une expertise dans l'un des domaines clés identifiés ci-dessus; - L'OSC présente un état programmatique et financier des activités menées au cours de l'année précédente; - L'OSC présente une capacité de leadership et de gouvernance; - L'OSC s'engage à respecter la

politique de protection du RENAPC

IV. DOCUMENTS DE SOUMISSION

Le dossier de candidature est constitué des documents suivants:

- 1) La présentation synthétique de l'OSC (date de création, missions, réalisations, cibles...) [Annexe I]
- 2) Le récépissé de déclaration de l'OSC
- 3) Les rapports annuels 2020 (programmatique et financier)
- 4) Les documents normatifs validés et certifiés de l'OSC
- 5) L'organigramme de l'OSC

V. CRITÈRES ET MÉTHODOLOGIE DE SÉLECTION

a) Le SSR potentiel sera sélectionné sur la base des critères suivants:

- Le SSR proposé a une expérience antérieure / actuelle en tant que partenaire d'exécution dans le cadre de subventions actuelles / précédentes du Fonds mondial ou d'autres initiatives pertinentes du secteur de la santé,
- Le SSR proposé a la capacité de mettre en œuvre des programmes pour différentes maladies et / ou plus d'une composante,
- Le SSR proposé démontre un engagement et une expérience dans le domaine de l'intégration des soins de santé primaires,
- Le SSR proposé a fait ses preuves dans l'engagement communautaire et la mobilisation des communautés à participer pleinement aux programmes de santé, en particulier l'implication des communautés les plus touchées par le VIH et / ou la tuberculose.

VI. PROCÉDURE DE SÉLECTION

Le candidat qui obtient la note technique la plus élevée pour le module en fonction de la cible sera sélectionné. Les candidats peuvent être considérés pour l'attribution de plus d'un module selon les scénarios suivants:

- a) Si la proposition de celui-ci obtient la note la plus élevée pour plus d'un module, elle peut se voir attribuer plus d'un module tant que sa capacité est suffisante pour mettre en œuvre les tâches requises. Les critères suivants doivent être utilisés pour déterminer si un candidat a une capacité suffisante:
 - Expérience ou mettant actuellement en œuvre le même champ de travail / similaire au Congo, - Capacité à mettre en œuvre toutes les activités énumérées sous chaque module, - Capacité à atteindre toutes les cibles des indicateurs clés,
 - Capacité à mettre en œuvre des activités dans les zones géographiques répertoriées sous chaque module, soit par la mise en œuvre directe, soit par le biais de partenariats avec d'autres entités nationales ou locales, - Présence sur le terrain dans les zones géographiques clés énumérées sous chaque module OU ayant des accords existants avec les partenaires d'exécution au niveau du terrain dans ces domaines.
- b) Si la proposition d'un seul candidat est la mieux classée pour plus d'un module, mais que sa capacité est jugée insuffisante pour mettre en œuvre le champ d'application requis, le candidat se verra attribuer le ou les modules dans lesquels il a obtenu la note la plus élevée, en tant que résultat de l'évaluation technique et pour laquelle ils ont la capacité d'atteindre le résultat souhaité.

VII. SOUMISSION

Les candidats doivent soumettre 01 original et 02 copies de la proposition et des pièces justificatives au Siège du RENAPC à Brazzaville sis au 1527 rue LEKOU MOU / Plateau des 15 ans, Brazzaville, République du Congo. Attention: Monsieur Le Directeur Exécutif du RENAPC avec la mention: «Appel à propositions pour le recrutement de sous sous-récipiendaire pour la mise en œuvre du volet communautaire».

Les soumissions doivent être reçues avant 17h00 (heure locale) le 05 Mai 2021. Pour toute question supplémentaire concernant les lignes directrices de l'appel à propositions ou les formulaires de candidature, veuillez envoyer un e-mail à renapccgbzv@gmail.com avec copie à belsamouanda@gmail.com et smialoundama40@gmail.com.

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la subvention COG-C-UNDP 2024 du Fonds Mondial en République du Congo dont le RENAPC est Sous-Bénéficiaire, le réseau procède au recrutement de personnes qualifiées aux postes suivants:

- Chauffeur (1)
- Responsable Administratif et Financier (1)
- Responsable Suivi/Evaluation (1)
- Coordonnateur du projet (1)
- Chargé de Programme (1)

Poste: Chauffeur-coursier

Niveau d'études: Être titulaire d'un Diplôme d'études secondaires ou avoir fait une formation technique ou professionnelle pertinente

Missions:

- Conduire les véhicules du RENAPC; • Assurer la livraison et la collecte du courrier, des documents et autres articles; • Assurer une bonne utilisation appropriée des véhicules; • S'assurer de la propreté et du bon état de fonctionnement des véhicules.

Compétences et qualifications exigées:

1. Qualifications Requises

- Être un ressortissant congolais ou un résident légal détenant une résidence valide ou un permis de travail; • Avoir un Diplôme d'études secondaires ou formation technique ou professionnelle pertinente; • Avoir un permis de conduire valide et propre; • Avoir travaillé dans un projet du Fonds mondial.

2. Qualifications Souhaitables

- Avoir une formation ou connaissance démontrée de la mécanique automobile; • Avoir une connaissance du français (parlé ou écrit) ainsi que celle de la langue locale; • Être disponible pour voyager régulièrement à l'intérieur du pays.

Composition du dossier

- Un curriculum vitae (CV); • Une lettre de motivation; • Une copie légalisée du diplôme ou des attestations de travail; • Une copie légalisée du dernier diplôme et/ou des attestations de travail;
- Un certificat médical d'aptitude professionnelle délivré aux grandes endémies; • Un extrait d'acte de naissance; • Deux photos couleurs format identité.

Poste: Chargé de programme

Niveau d'études: Être titulaire d'un Master en santé publique ou un équivalent en planification, suivi et évaluation des projets de santé communautaire

Missions:

- Organiser la conception et la diffusion des outils de reporting TB et VIH; • Suivre la couverture des activités de lutte contre la TB et le VIH dans les zones couvertes par la subvention; • Elaborer et planifier les protocoles de surveillance et d'évaluation des progrès des indicateurs retenus dans la subvention; • Mettre à jour la base des données du programme à travers la subvention;
- Elaborer les rapports mensuel, trimestriel, semestriel et annuel

des activités du programme retenues dans la subvention.

- Représenter le RENAPC aux différents mécanismes de suivi-évaluation des programmes et projets santé (CCM: comité de suivi-stratégique, PNLS, PNLT, PNLP, CNLSE/GAM)

Compétences et qualifications exigées:

1. Qualifications Requises

- Être un ressortissant congolais ou un résident légal détenant une résidence valide ou un permis de travail; • Avoir un Master en santé publique ou un doctorat d'état en médecine avec des atouts de planification, suivi et évaluation des projets de santé.

2. Qualifications Souhaitables

- Avoir une expérience d'au moins 2 ans dans la mise en œuvre des projets financés par le fonds mondial; • Avoir une connaissance du français ainsi que la maîtrise des outils informatiques; • Être disponible 24/24.

Composition du dossier:

- Un curriculum vitae (CV); • Une copie légalisée du dernier diplôme et/ou les attestations de travail; • Une lettre de motivation; • Un certificat médical d'aptitude professionnelle délivré aux grandes endémies; • Un extrait d'acte de naissance; • Deux photos couleurs format identité.

Poste: Coordonnateur de projet

Niveau d'études: Être titulaire d'un Master en santé publique ou un équivalent en planification, suivi et évaluation des projets de santé communautaire.

Missions:

- Assurer la coordination technique des deux composantes du projet (TB et VIH); • Suivre la gestion financière de la subvention;
- Superviser l'élaboration des rapports mensuel, trimestriel, semestriel et annuel des activités du programme retenues dans la subvention; • Représenter le RENAPC aux différents mécanismes de suivi-évaluation des programmes et projets santé (CCM: comité de suivi-stratégique, PNLS, PNLT, PNLP, CNLSE/GAM).

Compétences et qualifications exigées:

3. Qualifications Requises

- Être un ressortissant congolais ou un résident légal détenant une résidence valide ou un permis de travail; • Avoir un Master en santé publique ou équivalent, un doctorat d'état en médecine avec des atouts de planification, suivi et évaluation des projets de santé.

4. Qualifications Souhaitables

- Avoir une expérience d'au moins 2 ans dans la mise en œuvre des projets financés par le fonds mondial; • Avoir une connaissance du français ainsi que la maîtrise des outils informatiques; • Être disponible 24/24.

Composition du dossier:

- Un curriculum vitae (CV); • Une copie légalisée du dernier diplôme et/ou les attestations de travail; • Une lettre de motivation; • Un certificat médical d'aptitude professionnelle délivré aux grandes endémies; • Un extrait d'acte de naissance/ Copie de la pièce d'identité; • Deux photos couleurs format identité.

Poste: Responsable administratif et financier

Niveau d'études: Être titulaire d'un Diplôme d'études supérieures en économie et/ou en finances.

Missions:

- Assurer la gestion administrative, financière, du personnel et du matériel du programme et de la subvention; • Assurer la gestion des médicaments et autres produits consommables acquis lors de la subvention; • Assurer la programmation et la mise en œuvre du budget de la subvention; • Assurer le suivi des finances et de la comptabilité du programme; • Contribuer à la mobilisation des ressources du programme; • Veiller au respect des procédures du Fonds mondial sur la budgétisation, de gestion financière et de la comptabilité.

Compétences et qualifications exigées:

1. Qualifications Requises

- Être un ressortissant congolais ou un résident légal détenant une résidence valide ou un permis de travail; • Avoir un Diplôme d'études supérieures en économie et/ou en finances.

2. Qualifications Souhaitables

- Avoir une expérience d'au moins 2 ans dans la gestion financière d'un projet du fonds mondial; • Avoir une connaissance du français ainsi que les outils de comptabilité; • Être disponible 24h/24.

Composition du dossier:

- Un curriculum vitae (CV); • Une copie légalisée du dernier diplôme et/ou des attestations de travail; • Une lettre de motivation;
- Un certificat médical d'aptitude professionnelle délivré aux grandes endémies; • Un extrait d'acte de naissance/ Copie de la pièce d'identité; • Deux photos couleurs format identité.

Les dossiers de candidature sont adressés dans un pli fermé à Monsieur MAHOUNGOU Jean Pierre, Directeur exécutif du RENAPC avec le titre du poste et déposé au Siège du RENAPC, sis 1527 rue Lékoumou / Plateau des 15 ans derrière pressing 5 à sec) Moundali - Brazzaville.

Durée des contrats: 3 ans selon la durée de la subvention 2021-2023 à compter de la date du recrutement.

La mission débutera par un briefing par l'équipe du RENAPC et du PNUD.

La date limite de dépôt de candidature est fixée au 05 Mai 2021.

Lieu d'affectation pour les différents postes: Brazzaville.

NB: seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour un test. Les candidatures des fonctionnaires de l'état ne seront pas acceptées.

N.B.: Les Avis à manifestation d'intérêt publiés le 14 avril 2021 par le RENAPC pour le recrutement des RH et SSR communautaires pour la mise en œuvre de la subvention NMF3 du Fonds mondial, volet TB/VIH, dont les derniers délais étaient prévus, respectivement pour le 22 et le 24 Avril 2021, ont été prolongés pour le 05 Mai 2021.

COVID-19

Les Ponténégrins reçoivent leur première dose de vaccin

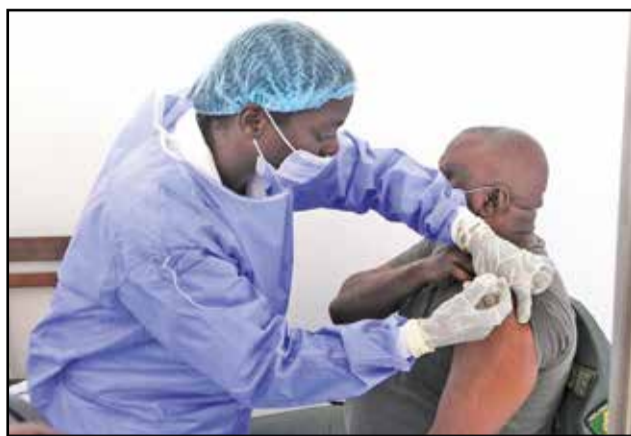
La campagne de vaccination contre la COVID-19 à Pointe-Noire a été lancée lundi 19 avril 2021, en présence des autorités civiles et militaires de la ville océane. Neuf sites, au total, sont créés, et la vaccination est totalement gratuite.

La première dose, administrée lundi, concerne prioritairement les agents de Santé, des Affaires sociales, de la Force publique, le personnel des Nations Unies, les diplomates, les personnels de la Communication et de l'Enseignement, les personnes âgées de plus de 60 ans, le personnel des banques, ainsi que les personnes avec comorbidité, les personnels des agences de voyage, aux points d'entrée et aux frontières.

Tenant compte de l'évolution de l'épidémie et du démarrage de la campagne de vaccination à grande échelle, la coordination nationale de gestion de la COVID-19 a saisi l'occasion pour inviter la population à se faire vacciner massivement, afin d'atteindre dans les meilleurs délais l'immunité collective de la population, seul moyen de vaincre la pandémie.

«Nous venons de lancer la campagne de vaccination dans la ville de Pointe-Noire et nos impressions sont très bonnes parce que nous attendions ce vaccin depuis un bout de temps. Et c'est pour nous l'occasion de remercier le Président de la République et son Gouvernement qui ont tout mis en œuvre pour que ce vaccin arrive dans notre pays. Nous lançons un appel solennel à tous nos concitoyens pour qu'ils puissent se faire vacciner; le seul moyen d'arrêter la pandémie est de se faire vacciner. Nous avons eu la chance d'avoir le vaccin dans notre pays, profitons-en, faisons-nous vacciner pour arrêter cette pandémie qui sème la désolation dans toutes les familles», a dit Pierre Justin Makosso, vice-maire de la ville de Pointe-Noire.

Pour la vaccination, il y a quatre étapes comme on l'a observé à



Pendant la vaccination

Brazzaville: la communication, ici le vacciné dépose sa fiche de personnalité, le passage chez le psychologue, la prise de tension pour vérifier si elle est normale. Une fois ces étapes franchies, la personne passe à la vaccination. Elle se repose pendant 30 minutes après qu'elle l'a reçue.

Après le vaccin, il est recommandé de ne pas prendre de l'alcool tout au long de la journée et ne pas se laver avec du savon.

Pour sa part, Laureatte Bigny, administrateur-maire de Mvou-Mvou, s'est réjouie d'avoir accompli cet acte. «Après ma vaccination contre la COVID-19, je me sens bien; plus de peur que de mal. La deuxième dose est prévue dans 21 jours. Donc, on a encore quelque temps pour observer. Pour le moment rien à signaler»

Madocie Déogratias MONGO

EDUCATION

L'UNESCO réaffirme son accompagnement au Congo

Le ministre de l'Enseignement primaire, Anatole Collinet Makosso a devisé avec la représentante de l'UNESCO au Congo, Fatoumata Marega, le 19 avril dernier à Brazzaville. Au cœur de leur entretien, la question d'éducation des jeunes précisément la poursuite du programme de continuité pédagogique avec l'introduction des Technologies de l'information et de la communication (TIC) qui demeurent un outil efficace dans tous les secteurs.



Fatoumata Marega et Anatole Collinet Makosso

«Avec le ministre de l'Enseignement primaire, nous avons fait le tour des dossiers saillants que l'UNESCO a avec son département, en l'occurrence la remise du rapport portant sur la politique de formation des enseignants, les contenus des enseignements... C'est une étude préliminaire qui donne les grands axes et qui fera l'objet plus tard d'une appropriation par les parties prenantes», a dit la représentante de l'UNESCO.

VIE SYNDICALE

Le SYNESUP a tenu son conseil central inaugural

Seul syndicat regroupant les enseignants-chercheurs du supérieur en République du Congo, le syndicat des enseignants du supérieur (SYNESUP) a organisé samedi 24 avril dernier, au siège de la présidence de l'Université Marien Ngouabi à Brazzaville, sous les auspices de Jean Didier Mbele, son secrétaire général, la session inaugurale du conseil central exercice 2021. Les conseillers ont planché sur l'adoption des comptes exercice 2020 (déjà adoptés lors du 8^e congrès ordinaire) et sur le budget exercice 2021, entre autres.

La réunion est intervenue après la tenue du 8^e congrès ordinaire du SYNESUP du 12 au 14 novembre 2020. Avant les travaux, le président de la séance a fait observer une minute de silence, en hommage à leur défunt camarade Alain Marius Ngoya Kessy, de la section ENSAF, décédé récemment à Pointe-Noire. Il a rappelé ensuite le contexte dans lequel était organisé le 8^e congrès ordinaire qui avait pour thème: «Enseignants-chercheurs de l'Université Marien Ngouabi, dans l'unité, consolidons nos acquis et préservons nos droits». «Le bureau exécutif

issu du 8^e congrès commence dans un contexte de pandémie à COVID-19 et de crise financière et beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, depuis la mise en place des instances du syndicat», a dit Jean Didier Mbele. Aussi a-t-il exhorté à l'ouverture du conseil central inaugural, «l'ensemble des conseillers à dépasser les frustrations, les égos, les esprits sectaires», soutenant que le SYNESUP demeure «un et indivisible». Les syndicalistes ont fait savoir que malgré les efforts déployés par le Gouvernement pour respecter les accords, quelques difficultés persistent, comme le non-respect de la concomitance



Le presidium pendant la session inaugurale

dans le paiement des salaires des agents de l'Université, avec ceux des agents de la Fonction publique, le non-paiement intégral de diverses heures dues. Les conseillers ont rappelé que le SYNESUP reste attaché au protocole d'accord signé le 1^{er} août 2019 entre le Gouvernement et le Collège intersyndical de l'Université Marien Ngouabi. Ils ont souhaité que la fin de ce protocole soit suivie de la signature d'un deuxième, pour garantir et maintenir le climat social qui règne à l'Université

Marien Ngouabi depuis deux ans. En outre, ils se sont dit attentifs et disposés à répondre à l'appel de la tutelle pour résoudre les problèmes qui minent l'Université. Créé le 6 mai 1995, le SYNESUP s'emploie à défendre les intérêts matériels et moraux des enseignants du supérieur et à contribuer à la gestion administrative, pédagogique et financière de l'Université Marien Ngouabi.

Marcellin MOUZITA

VIE EN SOCIÉTÉ

La multiplication des cimetières en terre congolaise

Depuis toujours les cimetières sont des lieux de recueillement. Ils se trouvaient auparavant dans les villages ou dans les quartiers périphériques des villes. Mais depuis quelques décennies déjà, les cimetières se rapprochent de plus en plus des centres des villes et se multiplient à grande échelle.

De toute évidence, ces cimetières sont présents parce qu'il y a des décès. D'où leur création, particulièrement ceux implantés dans les villes. Ce phénomène fait ressortir en lui plusieurs aspects, dont l'urbanisation, l'aspect économique et l'aspect social. Pour l'urbanisation, c'est la population qui se rapproche massivement des nécropoles

qui étaient très écartées des villes, placées dans les zones lointaines. Mais en s'appropriant des terrains aux alentours des cimetières, ce qui était éloigné est englobé. Ainsi les nécropoles et même des structures comme les aéroports se retrouvent inclus dans les périmètres urbains du fait d'une urbanisation galopante. De l'aspect économique: cha-



Les particuliers se donnent des moyens pour mettre en place des structures mortuaires pour l'accessibilité

cun veut exploiter et gagner à la mesure de son histoire. Alors un monde commercial voit le jour dans le secteur privé. Les particuliers se donnent des moyens pour mettre en place des structures mortuaires de proximité non seulement pour se faire des bénéfices mais aussi pour l'accessibilité de la population aux cimetières. La réduction des dépenses par rapport à la distance et gain du temps sont les avantages escomptés.

Le rapprochement des cimetières revêt un aspect social

indéniable. Avec un taux de mortalité élevé, les cimetières sont pleins en peu de temps d'où leur multiplication. Il y a aussi dans cet aspect l'implication de la municipalité qui n'est pas présente, elle est faible. Si seulement la mairie pouvait réduire les coûts des obsèques, créer plus de cimetières mais cette fois, loin de la ville et réhabiliter les voies routières pour s'y rendre, les cimetières ne se multiplieraient pas à cette allure.

Germanie Giselle Bantsimba (Stagiaire)

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

APPEL A CANDIDATURE

Une institution financière recherche pour son siège à Brazzaville:

1- Un Analyste Sécurité Financière

Principales caractéristiques:

- **Intitulé du poste:** Analyste Sécurité Financière
- **Lieu d'affectation:** Brazzaville
- **Relation hiérarchique:** Chef de Service Sécurité Financière
- **Formation:** Bac+3 ou plus en droit bancaire, en droit des affaires, en management des administrations, en Banque et Assurance ou diplôme similaire avec une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le domaine.

Mission:

Sous la supervision du Chef de Service Sécurité Financière, l'Analyste Sécurité Financière aura pour mission de traiter d'un point de vue opérationnel l'ensemble des alertes de filtrage et de profilage remontées par les outils mis en place et de réaliser toutes les investigations nécessaires.

Activités du poste:

Filtrage:

- Traiter les alertes remontées par le module de filtrage du système d'information des traitements opérations bancaires sur les clients à l'entrée en relation;
- Traiter les alertes remontées par le module de filtrage du système d'information des traitements opérations bancaires sur les clients en mode batch lors des filtres périodiques;
- Traiter les alertes remontées par le module de filtrage du système d'information des traitements opérations bancaires sur les transactions domestiques et internationales;
- Réaliser l'ensemble des recherches et investigations nécessaires au dénouement des alertes de filtrage.

Profilage:

- Traiter les alertes remontées par l'outil de profilage par rapport aux indicateurs mis en place;
- Proposer de façon continue les améliorations nécessaires et formuler des recommandations quant à l'optimisation des indicateurs de profilage;
- Réaliser l'ensemble des recherches et investigations nécessaires au dénouement des alertes de profilage.

Déclarations de soupçon:

- Préparer l'ensemble des éléments nécessaires aux déclarations de soupçons à l'ANIF;
- Préparer les éléments de réponse nécessaires aux demandes d'informations des régulateurs notamment de l'ANIF.

Transverse:

- Réaliser les recherches et analyses complémentaires sur le volet sécurité financière;
- Préparer les éléments nécessaires

aux reportings de sécurité financière.

Compétences:

- Bonne connaissance des risques de la banque;
- Bonne connaissance de la réglementation applicable en matière de sécurité financière;
- L'esprit d'analyse et de synthèse;
- Intégrité et la rigueur dans le travail;
- La Capacité de recherche et d'investigation;
- L'esprit d'équipe;
- Aisance relationnelle (Multiplicité d'interlocuteurs en interne comme en externe).

2- Un Assistant en Déontologie et Ethique Professionnelle

Principales caractéristiques:

- **Intitulé du poste:** Assistant en Déontologie et Ethique Professionnelle
- **Lieu d'affectation:** Brazzaville
- **Relation hiérarchique:** Chef de Service Conseil en Conformité, Veille réglementaire, Déontologie et Formation.
- **Formation:** Bac+3 ou plus en droit bancaire, en droit des affaires, en management des administrations, en Banque et Assurance ou diplôme similaire avec une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le domaine.

Mission:

Sous la supervision du Chef de Service Conseil en Conformité, Veille réglementaire, Déontologie et Formation, l'Assistant Déontologie et Ethique Professionnelle aura pour mission de s'assurer de la mise en place des normes de déontologie applicables.

Activités du poste:

- Suivre le respect des règles déontologiques mises en place;
- Analyser et suivre les risques de conflits d'intérêts sur les projets de financement et d'investissement;
- Préparer des avis de conformité sur les nouveaux produits ou services avant leur commercialisation;
- Conseiller les collaborateurs de la banque (situations de conflit d'intérêt, question éthique...);
- Recenser les avis donnés aux collaborateurs;
- Rédiger des documents précisant les grands principes d'éthique: code de déontologie, charte de lutte contre le blanchiment, charte de conformité, des enregistrements téléphoniques;
- La mise en place de procédures et règles de gestion applicatives au code de Déontologie;
- Les propositions de toutes modifications et amélioration susceptibles de renforcer les dispositions du code de déontologie;
- L'animation des actions de sensibilisation et de formation sur la déontologie et l'éthique professionnelle;
- Assurer une veille concurrentielle des bonnes pratiques mise en place en matière de conformité et de déontologie.

Compétences:

- Bonne connaissance juridique;
- Bonne connaissance de la réglementation (R0408/CEMAC/COBAC relatif au gouvernement d'entreprises dans la CEMAC);
- Bonne connaissance du code de travail et code civil;
- Esprit d'analyse et de synthèse;
- L'intégrité et la rigueur dans le travail;
- Capacité de recherche et d'investigation;
- Sens de travail en équipe;
- Aisance relationnelle (Multiplicité d'interlocuteurs en interne comme en externe).

3- Un Assistant Pilotage et Maitrise d'ouvrage

Principales caractéristiques:

- **Intitulé du poste:** Assistant Pilotage et Maitrise d'Ouvrage
- **Lieu d'affectation:** Brazzaville
- **Relation hiérarchique:** Chef de Département Assistance Maitrise d'Ouvrage
- **Formation:** Bac+3/5 en informatique de gestion avec 3 à 5 ans d'expérience.

Missions:

Sous la supervision du Chef de Département Assistance Maitrise d'Ouvrage, l'Assistant Pilotage et Maitrise d'Ouvrage aura pour missions:

- Assister les utilisateurs dans les traitements de demande;
- Gérer les habilitations des applications (RTDM, E-transfert, etc.);
- Assister le chef de projet et le chef de département dans tous les projets;
- Rédiger les fiches applicatives;
- Rédiger les procédures internes.

Compétences requises:

- Maitrise des procédures de la banque;
- Bonne connaissance de la réglementation bancaire;
- Bonne connaissance des normes de gestion de projets;
- Maitrise de l'outil bureautique;
- Maitrise de l'organisation et conduite de réunion;
- Connaissance sur les réseaux informatiques et base de données.

Faire preuve:

- Esprit de synthèse et d'analyse;
- Intérêt pour les nouvelles technologies;
- Rigueur et bonne qualité rédactionnelle;
- Dynamique et esprit d'équipe;
- Diplomatie.

Composition des dossiers de candidature:

- CV, lettre de motivation et diplôme.
- Les dossiers de candidatures doivent être envoyés, au plus tard le 12 mai 2021 à l'adresse suivante: recrutementpotentiel@gmail.com
- Aucun dossier ne sera pris en compte passé ce délai.

N.B: Seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour un entretien.

COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE POINTE-NOIRE GREFFE

Conformément aux dispositions des articles 25 et 34 de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant Organisation des Procédures Collectives d'apurement du passif, le Tribunal de Commerce de Pointe-Noire a rendu, en date du 14 avril 2021, un jugement aux fins de cessation de paiement et liquidation des biens de la société OSM CREW MANAGEMENT CONGO SARLU;

Le dispositif de ladite décision est ainsi libellé:

Par Ces Motifs:

- Statuant en audience non publique, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort;

En la forme:

Reçoit monsieur Louis Roger Marc TCHINIANGA en son action;

Au fond:

L'en dit bien fondé, y faisant droit.

Constate que la société OSM CREW MANAGEMENT CONGO SARLU n'a plus de ressources pour fonctionner;

En conséquence,

- Constate l'état de cessation des paiements de cette société;
- Fixe provisoirement la date de cette cessation de paiement au 14 décembre 2020;
- Prononce l'ouverture de sa liquidation des biens;

- Nomme, pour ce faire, Monsieur TOURAKONDO ONGOMBOLO Revely, Magistrat, juge au Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, en qualité de juge-Commissaire et Messieurs ANFOULA Martin Patrick et AMBOULOU Elie Arnaud en qualité de syndics liquidateurs;

- Dit et juge que cette liquidation emporte la dissolution de cette société et interdit toutes poursuites individuelles et les voies d'exécution même en cours;

- Donne mainlevée de toutes les saisies pratiquées sur les biens et avoirs de cette société par les créanciers;

- Dit et juge qu'à compter de cette liquidation, seuls syndics ont qualité à agir pour cette société;

- Fixe à 12 mois, à compter du prononcé du présent jugement, le délai du terme de ladite liquidation;

- Imparti aux créanciers de la société un délai de 60 jours pour déclarer leur créance;

- Ordonne l'insertion du présent jugement dans un Journal d'annonce légale;

- Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, notwithstanding toutes voies de recours;

- Dit et juge que les dépens de la procédure seront employés en frais privilégiés de la liquidation.

- Ainsi fait, jugé et prononcé à l'audience publique, les jour, mois et an susdits;

- En foi de quoi, le présent jugement a été signé après lecture faite par Monsieur le Président qui l'a rendu et par le greffier./.

Le Greffier en Chef,

Maître Martin Patrick AMFOULA

ROMAN

“La vie cachée d’un homme connu, la légende One”, présenté à Brazzaville

Après Paris en France l’an dernier le roman biographique “La vie cachée d’un homme connu, la légende One” publié aux Editions Saint Honoré-Paris en 2019 a été officiellement présenté et dédié le dimanche 18 avril 2021 à Brazzaville. En présence de diverses personnalités et notamment de Simone Yanghat “Sissi”, veuve d’Alphonse Yanghat, personnage principal du roman. Composé de 222 pages, structuré en XVI chapitres qui sont précédés d’un préambule et d’un texte épistolaire “Lettre à mon père” et suivis d’un autre texte épistolaire intitulé “Lettre de Sissi à l’homme de sa vie” et du poème “A toi mon papa”. Ce roman à pour auteure Evy Yang (Espérance-Victoire Yanghat à l’état-civil), née en 1970, fille du personnage principal du livre, assistante sociale de formation.



Evy Yang, l’auteure du livre



La couverture du livre

Faisant la présentation analytique de la trame du roman, Aubin Banzouzi, écrivain et critique littéraire a souligné : «Le plus important dans la vie, c’est l’héritage qu’on laisse pour la postérité», tel est en quelque sorte le motif qui a emmené la fille du célèbre athlète et footballeur congolais, Alphonse Yanghat dit “One”, de lui consacrer ce roman biographique narré à la première personne (signe de grande intimité et de responsabilité des propos qu’Evy Yang, l’auteure, assume devant la société et l’histoire car son père, qu’elle-même appelle intimement papa dans le texte, est un personnage public, voire une icône pour le Congo-Brazzaville). Pour ne pas perdre la mémoire de ce grand athlète et footballeur qui a marqué son pays, la République du Congo, Evy Yang raconte une partie de la vie du disparu, celle que le grand public ignore. Alphonse Yanghat est né un dimanche 4 mai 1947 à Bétou, au village Mokakembé (Likouala). Il est décédé le 18 avril 2018 à Brazzaville. De parents paysans qu’il a quittés à l’âge de 7 ans pour suivre une meilleure scolarité ailleurs. L’orphelin qu’il était, coupé très tôt de l’affection des géniteurs, a évolué avec un certain esprit de combativité l’ayant permis d’exceller dans

ses études jusqu’à l’université et en même temps dans le domaine sportif comme athlète et footballeur. Ce dernier domaine est celui qui lui a valu la renommée grâce à un palmarès élogieux, notamment son titre de champion d’Afrique des clubs champions et de second buteur avec 9 buts en 1974 avec le CARA. Dans ses investigations, l’auteure a rencontré des personnes ayant côtoyé Alphonse le “One” pour les intimes. Surnom attribué du fait de marquer souvent le but décisif à chaque match, en tant qu’avant-centre. En dehors du chroniqueur sportif Ghislain-Joseph Gabio et des animateurs de la rubrique de sport du journal catholique La Semaine Africaine, la plupart des témoins des exploits et de la chaleur amicale de la star, sont ses anciens coéquipiers de CARA ou de l’équipe nationale des Diables-Rouges. Il s’agit entre autres de Jonas Bagamboula-Mbamba “Tos-tao”, d’Emmanuel Mboundou, Gaston Nganga-Mwivi, Jean-Jacques Ndonga “Géomètre”, Gilbert Poaty “Hidalgo”, Sébastien Lakou “Abosolo”, Jean-Bertrand Baleckita “Zézé”... Leurs témoignages élogieux sur Alphonse Yanghat figurent en bonne place dans ce roman. Dans la foulée, autant de faits édifiants également du dévoile-

ment de la vie conjugale et professionnelle du héros du livre. Il a vécu maritalement jusqu’à sa mort avec une seule épouse. Celle qui lui a consacré la dernière lettre du roman. Alphonse Yanghat a été ce père attentionné et altruiste. Il fut concomitamment à côté de ses titres, un professeur de sciences au collège, et à la fin de sa carrière footballistique, agent planning d’Air Afrique, pasteur. Loin d’être exclusivement un livre documentaire, cet ouvrage demeure un roman, donc à la fois un témoignage et à effet de fiction. Il laisse transparaître des thématiques connexes comme celles des coutumes et croyances traditionnelles négro-africaines, quelques indices sociohistoriques sur la patrie de l’auteure, des thèmes qui donnent à cet ouvrage une certaine valeur pé-



Alphonse Yanghat tenant le trophée continental des Clubs d’Afrique. La vie d’Alphonse Yanghat révèle le contraste entre les sportifs congolais des années 60 à 80, à ceux d’aujourd’hui qui en dehors du sport ne se soucient pas d’avoir d’autres qualifications...

Sur la motivation de rédiger ce livre, l’auteure a affirmé : «J’ai voulu parler du “couloir” de mon père pour encourager les jeunes en leur disant que rien n’est perdu. Dans la vie quelles que soient les difficultés, il faut continuer à croire et se dire qu’on peut réussir. Dans ce livre, je voudrais immortaliser mon père qui a été un homme social et sociable, ainsi que ses compagnons».

L’un des compagnons d’Alphonse Yanghat, Gilbert Itsa “Milou” qui avait à ses côtés son collègue André Mbouta-Bella, l’ancien capitaine de CARA, a dit : «Je voudrais témoigner notre reconnaissance à l’auteure parce qu’enfin de compte, elle a voulu pérenniser une partie de l’histoire de ses pères. Alphonse Yanghat a été découvert lors de la Semaine culturelle. Il était un grand athlète, il a participé aux Jeux Olympiques aux 4x100m. Au football, on a joué ensemble dans CARA, lui, il a gagné la Coupe d’Afrique des clubs champions», a dit Gilbert Itsa.

Alain-Patrick MASSAMBA

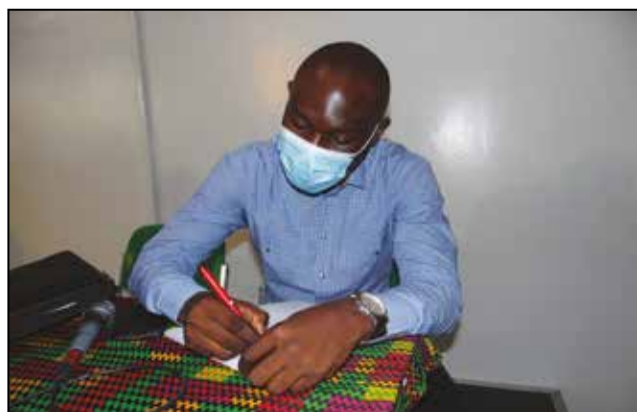
«L’avenir est à la jeunesse et surtout à une jeunesse qui entreprend. Apprendre et entreprendre c’est la clé du succès», a-t-il dit, en précisant que l’entrepreneuriat n’est pas toujours facile, c’est un risque, donc il faut s’armer de courage. On se peut se procurer le bénéfice tout comme on peut échouer. «Dans mon parcours, j’ai connu des échecs, mais cela ne m’a pas découragé, j’ai plutôt tiré des leçons qui m’ont permis de décoller. Je vous demande d’être confiants», a-t-il dit, aussi a-t-il ajouté : «ce que vous devez retenir dans ce livre c’est le parcours d’un jeune entrepreneur qui a fait part de son expérience pour essayer de réveiller les esprits qui souhaitent prendre le même chemin». Pour mémoire, l’auteur du Jeune entrepreneur congolais, est né le 18 juillet 1992 à Brazzaville. Il est informaticien de formation et a étudié en Tunisie. En s’inspirant des entreprises du centre d’appel de cette ville, de retour sur sa terre natale, Quefan Nkakoutou met en place en 2019 son entreprise de relation-client et de conseil dénommée «Murray it consulting» basée à Brazzaville.

E. M-O

PUBLICATION

Quefan Murray Nkakoutou signe «Jeune entrepreneur africain»

Quefan Murray Nkakoutou, jeune entrepreneur congolais a publié son premier ouvrage intitulé «Jeune entrepreneur africain» paru aux éditions ADCLF à Brazzaville. Il l’a présenté officiellement lors des rencontres littéraires organisées par l’Institut français du Congo (IFC) à Brazzaville. L’ouvrage, «Jeune entrepreneur africain» écrit en 139 pages, compte quatre chapitres: problématique et politique, entrepreneuriat, problématique du financement et numérisation de son entreprise. Cette œuvre littéraire qui traite une question actuelle de l’entrepreneuriat ébauche quelques pistes de solutions pour l’essor du continent africain dont l’auteur est originaire. Pour être concret, Quefan Murray qui est à sa troisième décennie sur terre énumère une cinquantaine d’idées qui cadre avec les besoins du marché africain avec la possibilité d’autofinancement pour les plus



L’auteur dédicant son ouvrage

engagés. Pour lui, construire sa vie, c’est une question de détermination. Il a déploré le fait que certains jeunes ne fondent leur espoir que sur la fonction publique, or dans l’entrepreneuriat on peut aussi se développer. Il a exhorté les jeunes

à dépasser ce stade de conception des choses, déjà que lui-même est un exemple. Son retour de Tunisie où il a poursuivi ses études supérieures, l’a beaucoup inspiré jusqu’à ce qu’il mette en place une structure de relation-client et de conseil.

PREMIERE EDITION DU FESTIVAL KOKUTAN’ART

L’événement a tenu toutes ses promesses

L’Institut français du Congo (IFC) et les Ateliers Sahn à Brazzaville ont abrité, du 20 au 24 avril dernier, la première édition du festival international de la photographie d’auteur de Brazzaville dénommé «Kokutan’art», signifiant en langue lingala rencontres, sous le thème «L’Afrique en face». Le top de la rencontre a été donné le 20 avril dernier par le directeur général de l’IFC, Michel Pré, en présence du directeur artistique de ce festival, Lebon Chansard Ziavoula et du député de la deuxième circonscription électorale de Djiri (9e arrondissement), Exaucé Ngambili Ibam. Porté par le talentueux photographe Lebon Chansard Ziavoula et sa plateforme Mbongui Art photo, le festival Kokutan’art a rassemblé les professionnels de l’art photographique venus de la RDC, de la France, du Gabon, du Mali, du Togo et du Congo, pays organisateur.

Onze artistes photographes ont rivalisé de talent.

Dans le hall, étaient exposées des œuvres photographiques diverses chargées d’émotion. De l’«Appel, pèlerinage Lyenne» de Nathalie Guironnet de France, qui donne une certaine image de la religion, en passant par «Madia ya bwala» de Robert Nzaou (Pointe-Noire, Congo), qui met en valeur les plats traditionnels congolais. Madia signifie nourriture et Bwala, patrie. «L’idée était de créer des œuvres que tout le monde pouvait apprécier. Nous avons voulu aussi rendre hommage à notre nourriture et surtout, la protéger, parce que mon expérience me montre que lorsque nous partons dans les restaurants de haut standing, nous ne voyons pas la cuisine congolaise. Nous avons la chance, c’est une nourriture bio, par exemple, le coco qui pousse dans la forêt sans l’apport humain. Le saka-saka aussi, il est présent à toutes les cérémonies, malheureuses ou heureuses...» a expliqué Robert Nzaou.



Les officiels à l’ouverture du festival

L’auteur Mirna Kitombo s’est intéressé, quant à lui, aux porteurs de la place. Il a rendu hommage à ces hommes qu’il qualifie d’hommes forts qui aident les commerçants dans les marchés, et même certaines familles, mais qui ne sont, malheureusement, pas considérés. L’artiste gagnant du concours du meilleur roman photo organisé en prélude au festival, le 12 avril dernier, Therance Raif Lhyliann, a également servi au public quelques-unes de ses œuvres qui relatent l’histoire d’un jeune Bantou originaire de Sibiti, dans le département de la Lékoumou, qui s’est amouraché d’une fille autochtone. Informée de cette aventure, la famille l’a négligé et évincé du domicile parental. L’histoire relate la question de la discrimination entre communautés. A noter que ce jeune couple était présent à l’ouverture du festival.

Le festival a tenu toutes ses promesses.

A observer les œuvres photographiques exposées, l’on peut dire que ce festival est un espace saturé de sens, qui pense ou regarde l’Afrique actuelle, a dit Emeraude Kouka, poète et critique d’art. En raison de la COVID-19, le festival s’est déroulé en présentiel et en virtuel. Les œuvres d’autres photographes qui n’ont pu faire le déplacement étaient bien représentées à l’IFC. Lebon Chansard Ziavoula, dans son mot de circonstance, à la cérémonie d’ouverture, a donné la portée du festival et rappelé les différents événements qui l’ont précédé. «Cette rencontre s’inscrit dans l’optique de la promotion de la photographie contemporaine du continent. Elle permettra aux photographes et à d’autres acteurs culturels d’échanger leurs expériences artistiques, d’émettre des réflexions sur l’avenir de la photographie en Afrique centrale, en général, et au Congo, en particulier. Kokutan’art engendrera la création d’une plateforme d’expression des photographes en Afrique centrale», a-t-il déclaré, remerciant tous les partenaires, en particulier l’IFC. Le directeur général de l’IFC a fait savoir que sa structure était heureuse d’abriter l’événement et a souhaité que ce festival soit un lieu d’échanges fructueux pour le développement de la photographie. L’administrateur-maire de Bacongo, Simone Loubienga, qui a rejoint la cérémonie par la suite, trouve cet événement “magique”. «La photo c’est tout un art que nous avons tendance à banaliser. Au regard des explications de toutes les photographies, nous nous sommes rendus compte que c’est tout un art. Nous avons vu, dans la plupart des cas, que les photographes ont mis l’accent sur la préservation de l’environnement et de la biodiversité. C’est donc un challenge qui a été gagné ici, et tout s’est terminé par des tambours, c’est vraiment un émerveillement», a-t-elle affirmé.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE
Notaire à Pointe-Noire

1 Angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO, vers le Rond-point Mess Mixte de Garnison, Immeuble MORIJA 1er étage, Centre-ville; B.P.: 1431; Tél.: 22 294.13.34/05 736.64.64, République du Congo

ANNONCE LEGALE

«SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE YLOHA» En sigle «SCI YLOHA»

Au capital social de Francs CFA: Un (1 000 000)
Siège social: Résidence Garnesha, quartier Mayinga
RCCM: CG-PNR-01-2014-D 50-00014
POINTE-NOIRE, REPUBLIQUE DU CONGO

REPRISE DES ACTIVITES, EXTENSION DE L'OBJET SOCIAL, AGREMENT DE CESSIION DES PARTS SOCIALES - MODIFICATION DES STATUTS & ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS

Aux termes du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire, en date à Pointe-Noire du 5 janvier 2021, déposé au rang des minutes du Notaire soussigné, enregistré à Pointe-Noire le 18 mars 2021, folio 049/1, n°607; les associés de la «SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE YLOHA», en sigle «SCI YLOHA», ont pris les résolutions suivantes:

- Reprise des activités;
- Extension de l'objet social;
- Agrément de cession des parts sociales;
- Modification des articles 2, 6 et 7 des statuts;
- Adoption des nouveaux statuts mis à jour.

FORMALITE LEGALE:

Mention modificative au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) a été effectuée par dépôt dudit Procès-verbal au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 18 mars 2021, sous le n° CG-PNR-01-2021-D-00081, conformément à la législation en vigueur.

Fait à Pointe-Noire, le 22 avril 2021.

Pour avis,

Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE,
Notaire.

ETUDE Maître Maurice MASSELOT NOTAIRE

B.P.: 4866, Tél.: (242) 06 667 00 66/05 767 00 66
104, Avenue LOEMBET Benoît, derrière ALUCONGO,
Face Laboratoire de Total.
E-mail: masselotnotaire@gmail.com

INSERTION LEGALE

Aux termes d'une délibération en date du vingt-trois septembre deux mil vingt, l'Assemblée Générale Ordinaire de la société LABOREX CONGO-SA avec Conseil d'Administration, au capital social de 1.076.740.000 F. CFA, ayant son siège social à Brazzaville, République du Congo, zone industrielle de Mpila, boîte postale: 904, RCCM CG BZV09 B 1485 a:

- Décidé de nommer Monsieur OSSETE GASSAKIT Hiyomat, domicilié à Brazzaville, 15, rue Eboyo Casis Nkombo, en qualité d'administrateur, en remplacement de Madame Pauline NGANGUIA.

Pour avis,

Maître Maurice MASSELOT,
Notaire.

Etude de Maître Brislaine KOUTOU
Notaire

Sise 55, rue MOE VANGOULA, immeuble SEKOU, en face de la Boucherie du Plateau, marché Plateau centre-ville, boîte postale: 608, Pointe-Noire, téléphone: 06 657 45 55/04 433 87 96/06 680 20 01.

AVIS DE CONSTITUTION INTERNATIONAL DIVERS ET SERVICES

Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Capital: 1.000.000 F. CFA

Siège Social: Arrondissement n° 04 Loandjili, quartier Matendé, avenue Mâ Loango, au carrefour quartier Culotte / Téléphone: 05 045 6142
Pointe-Noire, REPUBLIQUE DU CONGO

Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Brislaine KOUTOU, Notaire, le vingt-deux janvier deux mil vingt et un, dûment enregistré le douze février deux mil vingt et un, sous le folio 028/3, n°317, il a été constitué une société, ayant les caractéristiques suivantes:

Forme: Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle ;

Objet: La société a pour objet, directement ou indirectement en République du Congo et dans tous autres pays:
- Import-Export de:
* produits alimentaires;
* minerais;
* matériaux de construction.

Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet

ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes;

Dénomination sociale: INTERNATIONAL DIVERS ET SERVICES;

Adresse: Arrondissement n° 04 Loandjili, quartier Matendé, Avenue Mâ Loango, au carrefour du quartier Culotte, téléphone: 05 045 61 42, Pointe-Noire, REPUBLIQUE DU CONGO;

Administration: La Gérance est assurée par Monsieur Trésor N'GOYI, pour une durée indéterminée;

RCCM: Elle est immatriculée au RCCM sous le numéro CG-PNR-01-2021-B13-00099.

Pour avis,

La Notaire,
Maître Brislaine KOUTOU.

Maître Sylvert Bérenger KYMBASSA BOUSSI

Notaire, Immeuble DABO, 3ème étage, avenue de la Paix, en face de la LCB Bank de Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo
B.P.: 13.273/Tél.: (242) 05.522.96.23/06.952.17.26/ E-mail: skymbassa@yahoo.fr

ANNONCE LEGALE AGRO-WOOD

Société à Responsabilité Limitée / Au capital de un million (1.000.000) de Francs CFA
Siège social: Brazzaville, Makabandilou, 2-6, rue Bitali, République du Congo
RCCM: CG-BZV-01-2020-B12-00182

CONSTITUTION

Suivant acte authentique en date à Brazzaville du 25 novembre 2019, reçu par Maître Sylvert Bérenger KYMBASSA BOUSSI, notaire, dûment enregistré à la recette de l'enregistrement des domaines et timbres de Poto-Poto, Brazzaville, le 20 octobre 2020, sous Folio 192/11 Numéro 1445, il a été constitué une société ayant les caractéristiques suivantes:

Forme: société à responsabilité limitée;
Objet: la société a pour objet, tant en République du Congo qu'à l'étranger:

L'exploitation forestière, l'abattage et l'extraction de toutes essences sylvoicoles; - La transformation du bois, l'exploitation de toute scierie, usine de déroulage, menuiserie et/ou toute unité de transformation du bois; - fournir le bois sur le marché local sous forme de produits dérivés de la troisième à la quatrième génération (portes, meubles, parquets et autres...) L'achat, la vente et l'exploitation de tout bois sur pied, grumes ou débités, futaies, coupes et terrains boisés; - L'exploitation et la commercialisation des produits agricoles; - Le transport routier, fluvial, aérien du bois et d'autres types de marchandises et autres services affiliés. La construction, la commercialisation et la promotion immobilière à base de matériaux en bois; - La réalisation des opérations de transit, de courtage, de consignation, de mandat, d'affrètement et de manutention dans le domaine du transport aérien, maritime, fluvial et terrestre; - La réalisation de toutes opérations de location et de mise à disposition du personnel, d'importation, de location ou de vente d'équipement, de matériels et autres produits; - la réalisation des activités de promotion de l'écotourisme dans toutes ses formes; - Toutes opérations agricoles, industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets connexes ou annexes; Et, plus généralement, la réalisation de toutes

opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tous tiers, y compris la création de toutes sociétés filiales ou non, la prise d'intérêt dans toutes affaires similaires, sociétés créées ou à créer, la participation, la gérance et toutes autres activités susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement;

Dénomination: la société a pour dénomination: AGRO- WOOD SARL;

Durée: la durée de la société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Siège social: le siège social est fixé: Brazzaville, Makabandilou, 2-6, rue Bitali, République du Congo.

Capital social: le capital social est fixé à la somme de un million (1.000.000) Francs CFA, divisé en cent (100) parts sociales de dix mille (10.000) Francs CFA de valeur nominale, chacune de même catégorie, numérotées de 01 à 100, entièrement libérées par deux (02) personnes physiques, tel qu'il ressort de la déclaration notariée de souscription et de versement du capital social reçue le 25 novembre 2019 par Maître Sylvert Bérenger KYMBASSA BOUSSI .

Gérance: aux termes du procès-verbal de la première assemblée générale ordinaire du 25 novembre 2019, Monsieur ITOUA OGNANGUE Raoul a été nommé en qualité de gérant de la société AGRO-WOOD SARL, pour une durée indéterminée.
Immatriculation: la société AGRO-WOOD SARL a été immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier de Brazzaville, sous le numéro CG-BZV-01-2020-B12-00182.

Pour insertion légale,

Maître Sylvert Bérenger KYMBASSA BOUSSI

Le Pool, toujours orphelin de ses leaders politiques (1942-2021)

Par Célestin Désiré Niama

Le Pool est l'un des départements de la République du Congo qui a une histoire politique particulière. Dans son giron, ce département a produit (sans parti pris ni contestation) une multitude de cadres et qui démontrent souvent l'éclat de leur intelligence dans divers domaines : littérature, musique, agriculture, commerce, transport, justice, économie.

Au plan de l'orthodoxie financière, notons que ce département s'illustre par la probité morale sans faille de ces cadres en charge de la gestion financière et a aussi produit des géants en politique. Des géants qui ont marqué leur passage au plan national et international. En parlant de son orphelinat politique, le Pool, dans son giron, de l'époque coloniale à nos jours, n'a produit que quatre personnalités politiques de renom parés d'un tirant d'eau et qui eurent le monopole, la maîtrise et l'influence de la population de cette contrée géographique. Il s'agit de : André Grenard Matsoua, l'abbé Fulbert Youlou, Bernard Bakana Kolélas et Guy Brice Parfait Kolélas, le dernier des Mohicans.

Le Pool (au moment où nous écrivons cet article) regorge de plusieurs hommes politiques bien connus dans la société congolaise. Cela est certes vrai. Mais parmi ceux-ci, de l'époque coloniale à aujourd'hui, nous pouvons démontrer que seulement quatre figures emblématiques furent incontestablement leaders charismatiques, au regard de leur parcours politique : André Grenard Matsoua, l'abbé Fulbert Youlou, Bernard Bakana Kolélas et récemment Guy Brice Parfait Kolélas. Pourquoi le choix de ces quatre et non les autres, pourtant assez connus dans la vie politique nationale ? Le choix de ces quatre personnages n'est pas un fait au hasard, peu importe leur comportement, bon ou mauvais. Ce qui nous intéresse, c'est la puissance fascinante de leur action et de leur cheminement politique. C'était des hommes charismatiques qui ont connu des hauts et des bas, mais qui sont restés populaires. Ils incarnaient, au niveau de la population, il faut le dire, une sorte de cure thérapeutique, de soulagement et de stabilité de l'esprit grâce à leurs discours considérés comme une officine pharmaceutique, à l'image de grands tribuns : César, Crassus et pompée (pour la Rome antique), Périclès Caracalla (pour la Grèce antique), Charlemagne, Bonaparte Napoléon, Colbert (Pour la France).

1. André Grenard Matsoua (1899-1942)

Cet homme impartial et populaire est, pour ceux qui ne le savent pas, le premier homme politique congolais. Grand leader et panafricaniste par ses idées au plan national et international. Il fut, pour les Poolistes, une émanation divine grâce à son humanisme et à

ses prises de position contre le code de l'Indigénat, les travaux forcés, les impôts de capitation et autres pratiques barbares instaurées sous la colonisation française.

Pourtant, ses prises de position et le partage de ses idées intéressaient toute l'Afrique sans ségrégation raciale aucune, ainsi que les Etats Unis, voire le monde. Ses opinions n'étaient pas seulement destinées au peuple du Pool. Mais, c'est en tenant compte de ses actions salvatrices que ces derniers l'ont divinisé de son vivant et après sa mort. Il est devenu, pour eux, un personnage mythique, un messie comme le Zeus grec, jusqu'aujourd'hui. Son onction politique, sa détermination et sa disparition ont transformé le peuple du pool dans une espèce de tradition qui appelle la contestation devenue séculaire.

N'est-ce pas un principe politique légitime ? André Grenard Matsoua ne fut pas un forcené de la politique, mais un homme destiné à incarner le bien-être de la population congolaise et du monde, de par ses idées. Les actes élogieux de Matsoua feront qu'il soit pris pour un sauveur par les ressortissants de son appartenance culturelle comme un leader charismatique, au plan politique et religieux.

Mais sa disparition, en 1942, laissera les hommes du Pool dans une impasse politique et dans le que sais-je ? Ils ne voulaient rien savoir des nouveaux venus en politique. Pour eux, seul Matsoua avait l'onction de conduire le destin du Pool. La preuve, nombreux d'hommes politiques ont tenté de les dissuader, mais en vain. En dehors de Jean Félix Tchicaya qui avait été plus ou moins accepté. Ils attendaient un vrai dirigeant politique. Ainsi, l'arrivée de Fulbert Youlou, fut pour eux, un grand soulagement et une libération garantie.

2. Fulbert Youlou (1917-1972)

Celui-ci fut le Jupiter de la vie politique du Pool. Il a eu le privilège de faire de longues études. Il eut la parfaite connaissance des langues française, latine et grecque. Ce fut un grand orateur qui eut une vitamine d'expression très poussée. Brillant prêtre et enseignant talentueux qui passa son temps à repêcher les âmes perdues. Constatant le vide d'un leader politique dans le Pool, après la disparition de Matsoua, Youlou se lance en politique, pour combler le vide et



consoler ainsi cette population en détresse, avant de s'imposer comme un homme politique du pays. Son envergure politique fut de Youlou par les Matsouanistes, Youlou devenait ce personnage incontesté dans le Pool.

Après ses échecs répétés aux différentes élections législatives (en 1947, 1949, 1951,) dans ses débuts politiques, il ne sait plus à quel saint se vouer. Il se présente encore aux législatives de 2 janvier 1956, et il échoue de nouveau. Ce qui met en colère les Lari qui n'acceptent pas cette énième victoire du leader du Parti Progressiste Congolais (PPC) de Jean Félix Tchicaya. Mettant en cause cette échéance électorale entachée de fraudes et d'irrégularités, selon les ressortissants du Pool, ils manifestèrent violemment. Ils commettent des actes de vandalisme, brûlent des maisons, défoncent et pillent les magasins à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie. Les églises catholiques ne sont pas épargnées, sous le prétexte de leur immixtion dans la politique aux dépens de Fulbert Youlou, qui n'a point obtempéré l'opposition affichée par la hiérarchie catholique qui le dissuadait de faire politique. Mais ici, le problème n'est point ces illustrations émotionnelles, mais plutôt, de démontrer la popularité de Fulbert Youlou au Pool. Comment a-t-il pu baliser son chemin et implanter son esprit à ceux-ci pour être grand leader politique ? Il n'est pas loin de l'onction de Matsoua.

Ici, il ne s'agit pas de dénigrer le pool, mais de faire savoir que ce n'est pas n'importe quelle personne de la contrée qui y est acceptée aussi facilement. Il faut un homme d'une certaine trempe susceptible de fasciner, de s'imposer par les actes et les paroles. Pour être accepté non par l'achat des consciences, mais plutôt par des actions très frappantes qui ne riment point avec l'hypocrisie, mais avec la sincérité envers le peuple. Il faut des sacrifices des dons, mais par une action ou des actions très frappantes qui ne riment point à l'hypocrisie, plutôt à la sincérité vers le peuple, il faut des sacrifices, pour être accepté et considéré comme chef au Pool. Ces hommes sont des véritables ascètes prêts à dompter le danger en présence, devant une idéologie ou un système politique non conforme à leur convenance. C'est le cas de

Bernard Bakana Kolélas.

Bernard Bakana Kolélas (1933-2009)

A l'époque du parti unique, il fut un homme de conviction et de contestation sous le régime marxisme-léninisme piloté par quatre présidents de la République du Congo, d'abord, puis populaire par la suite : Alphonse Massamba-Débat (1963-1968), Marien Ngouabi (1968-1977), Jacques Joachim Yhombi Opangault (1977-1979) et Denis Sassou Nguesso, son futur allié (1979-1992). Bernard Bakana Kolélas fut aussi un personnage politique congolais pétri de connaissances ancestrales et doublé d'une image d'homme politique versatile, imbu de lui-même, sous la démocratie pluraliste au Congo (1992-1997).

Bernard Kolélas était un pionnier politique de Youlou, son parrain et son mentor politique. Il a milité dans son parti Union Démocratique et le Développement Intégral Africain (UDDIA), auquel Kolélas fera allégeance, trente ans plus tard, sous un autre acronyme qui donnera: le Mouvement Congolais pour la Démocratie et le Développement Intégral, (MCDDI), en 1989.

Homme plein de courage et d'abnégation, il eut une puissance de mobilisation, après l'euphorie de la Conférence Nationale souveraine. Il draina des foules, et prouva à la communauté internationale, malgré son passif chargé d'incarcérations politiques, il fut un leader charismatique. D'ailleurs, il dut faire comprendre, même aux sourds-muets, qu'il fut un grand opposant séculaire. Il domina le Pool sans coup férir. Ses paroles furent recueillies comme l'arrivée d'un Messie. Ses militants basculèrent dans le chauvinisme profond, au point où ils l'appelèrent Moïse, le libérateur. Son aura a troublé plusieurs personnalités politiques, ainsi que les évêques catholiques et autres religieux. Adeptes de Matsoua et de Youlou, Bernard fut un géant, un faiseur des rois. Son charisme eut atteint des proportions incommensurables dans la sphère politique. Le département du Pool qu'il a dirigé fut considéré comme sa besace. Homme politique influent et très populaire, il l'était. Au retour d'exil, la flamme était toujours là. Mais, le poids de l'âge ne lui permit plus de s'illustrer en homme d'antan. Il légua ses pouvoirs, avant sa mort, en 2009, à son fils bien aimé, Guy Brice Parfait Kolélas, son portrait craché, Président, au cours d'un congrès de son parti politique.

Guy Brice Parfait Kolélas (1959-2021)

Le Pool regorge de cadres politiques, ayant une adresse politique fournie, capables de faire de grandes analyses sociopolitiques pour le développement du pays. Mais leurs auras ne constituent pas une puissance dans la foule. Alors, comment

Guy Brice Parfait Kolélas, un inconnu de la vie politique congolaise, ayant passé le clair de son séjour en France, entre 1989-1997, ait-il pu grandir aussi facilement avec succès, en politique ? En effet, il est presque resté en France, durant la fêrula de son père. En dehors de sa famille et ses proches, la majorité des Congolais ne le connaissaient point.

Après la mort de sa mère à Paris, il rentre définitivement avec son père. L'alliance est reconfirmée entre le MCDDI et le parti au pouvoir, le Parti Congolais du Travail (PCT). Plus tard, il est nommé Ministre de la Fonction Publique, par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, avec l'onction de son père, chose que les proches, les amis de lutte de son père n'en avaient pas. Comment comprendre qu'un homme qui sort du néant et qui n'a jamais fait de la politique, à l'image de Hellot Matson Mampouya, (moulé dans la politique depuis sa tendre jeunesse, au sein du MCDDI), puisse aussitôt devenir incontournable, sur la scène politique de Brazzaville

au Pool et ailleurs ? Cependant, il sied de retenir que Guy Brice Parfait Kolélas, depuis son installation à la tête du parti MCDDI, en passant (après son départ de ce parti) à la création de sa propre formation politique, UDH-YUKI, jusqu'à sa mort, il n'a point fait vingt ans de vie politique (2008-2021). Mais, en l'espace de ce budget-temps, il a été un homme politique très incontournable, par rapport aux vieux caciques, considérés comme les ménopausées politiques de la République. La bravoure de cet homme fut légendaire et incroyable. A preuve, il a occupé la deuxième place, à titre posthume, à la toute dernière élection de sa vie.

C'est pourquoi l'on se pose la question, sans parti-pris, ni fanatisme ni intention messianique, en dehors de ces quatre personnages politiques susmentionnés, qui peut encore prendre le bâton du verger et avoir l'onction, même partielle du département du Pool, pour être leaders bien tremplin et écouté au vernis républicain ? Cela n'est peut-être pas impossible. Mais qui ?... Est-ce pour l'instant un confinement politique dans ce département ? Cet article n'est qu'une réflexion sur leadership dans le département du pool et non autre chose. Toutefois, vos opinions contraires ou non seraient les bienvenus.

ERRATUM

Dans l'article du Pr. Senga, intitulé: «En 60 ans, la santé de l'enfant congolais s'est améliorée» (numéro 4049 du vendredi 20 avril 2021, page 15), les chiffres que nous avons publiés n'étaient pas les bons.

Lire plutôt: «...sont passés respectivement de 101 pour 1000 naissances vivantes à 21 pour 1000, de 143 pour 1000 à 36 pour 1000, et de 220 pour 1000 à 17 pour 1000»

Et plus loin: «de 2,1 pour 1000 et 3,7 pour 1000». Toutes nos excuses pour ces erreurs.

THINK SOLUTIONS

Société A Responsabilité Limitée
Au capital de 1 000 000 F. CFA
Siège Social: 04 Avenue ORSY, Immeuble R+1, 1er étage,
Poto-Poto, Brazzaville-République du Congo
RCCM CG-BZV-01-2020-B12-00001

Aux termes d'une décision des Associés annexée à l'acte reçu par Maître Audrey Aymar MVOUMBI BADIKA, Notaire à Brazzaville, enregistré à Brazzaville (recette EDT La Plaine) le 06 janvier 2020, sous le numéro 0022, folio 003/3, il a été constitué une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes:

Dénomination sociale: THINK SOLUTIONS SARL;

Capital social: 1 000 000 F. CFA ;

Siège social: 04 Avenue ORSY, Immeuble R+1, 1er étage, Poto-Poto ;

Objet social: La société a pour objet, tant en République du Congo qu'à l'étranger: Ingénierie informatique, élaboration d'application mobile androïde, de site web, importation, installation et configuration de solutions réseaux, mise en place de solutions digitales, formation, fournitures des matériels informatiques, sécurité.

Gérant: Aidelin Baruck NSONGOLA LOUZOLO.

Pour avis,
Les Associés.

TROPHEES DE LA SAISON DE FOOTBALL 2019-2020

L'AS Otohô et les meilleurs acteurs récompensés

Les trophées du football congolais récompensant la meilleure équipe et les meilleurs acteurs de la Ligue 1 de la saison 2019-2020 ont été décernés samedi 24 avril 2021, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée au siège de la FECOFOOT à Brazzaville. La FECOFOOT et son partenaire pour le championnat national d'élite Ligue 1 ont magnifié l'excellence dont l'évaluation se fait à travers les statistiques et des critères objectifs. La synthèse présentée



L'AS Otohô

d'un chèque de 1 million de francs CFA.

S'étant mis en évidence, l'ancien attaquant de JST, Carl Wunda Ngana, a récolté le fruit de sa régularité et de son métier intrinsèque. Il a dominé, avec 14 réalisations, le marathon des canonniers. Outre le Soulier d'or, qu'il gardera dans son armoire à trophée personnel, l'actuel avant-centre des Diables-Noirs a été gratifié de 1 million de francs CFA.

Le sifflet de l'arbitre international Messie Jessie Nkounkou a été récompensé, le drapeau de l'arbitre-assistant Styven Daneck Moutsassi l'a également été. Les deux "hommes en noir" ont été gratifiés chacun d'un chèque de 1 million de francs CFA.

Enfin, les Diables-Noirs (42 points), vice-champions du Congo, ont été également récompensés par un trophée et la somme de 6 millions de francs CFA.

Certains lauréats promettent de rééditer leurs performances et estiment que les dirigeants doivent faire plus pour le développement du football congolais. Seule ombre au tableau, l'absence des trophées pour les lauréats de la Ligue 2.

Guy-Saturnin MAHOUNGOU



Carl Wunda Ngana, Soulier d'or

par le secrétaire général de la Ligue nationale de football (LINAFOOT), organe fédéral de gestion des compétitions, révèle que le championnat d'élite saison 2019-2020 a été interrompu du fait de la pan-

demie de COVID-19, après 22 journées sur les 26 prévues. 150 matches ont été disputés et 302 buts inscrits, soit une moyenne d'environ 2 buts par match. La compétition a eu ses princes charmants, ses

flambeurs de pelouse, ses dompteurs d'attaquants, etc. Mais tous n'ont pas été primés pour des raisons qu'on ignore. La sympathique cérémonie a consacré l'AS Otohô (56 points), championne du Congo. Le club fondé par Maixent Raoul Ominga s'est taillé la part du lion en empochant un trophée et deux chèques, le premier de 12 millions de francs CFA pour son troisième sacre consécutif, le second de 1 million de francs CFA pour sa désignation comme l'équipe la plus fair-play (l'équipe n'a écopé d'aucun carton rouge) de la saison. Le trophée de meilleur technicien est tombé aussi dans son escarcelle, le Malien Alou Badra Diallo étant désigné meilleur entraîneur de la saison. Lui aussi a bénéficié

LE SAVIEZ-VOUS?

Basket-ball: la Ligue africaine au Rwanda en mai

La première édition de la Ligue africaine de basket-ball aura lieu au Rwanda en mai, après un retard de plus d'un an dû à la pandémie de coronavirus. La nouvelle date pour le tournoi à 12 équipes a été annoncée par la NBA et la FIBA, qui co-organisent l'événement. La Basketball Africa League (BAL) débutera le 16 mai et la finale aura lieu le 30 mai. Ce tournoi est la première collaboration de la NBA pour gérer une ligue en dehors d'Amérique du Nord. Elle devait débuter en mars 2020, au moment où la pandémie atteignait l'Afrique.

Handball: le rassemblement des Diables-Rouges dames suspendu !

Pour des raisons financières, le deuxième regroupement des Diables-Rouges dames qui préparent la Coupe d'Afrique des nations prévue en juin au Cameroun a été subitement interrompu le week-end dernier. Les primes des joueuses de la diaspora n'auraient pas été payées. Le staff technique serait aussi en attente du paiement de ses primes depuis le début de la préparation. Dommage !

Rendez-vous: ligue des champions d'Europe

Le football européen vibrera au rythme des demi-finales de la Ligue des champions. Real Madrid et Chelsea ouvriront le bal ce mardi 27 avril à Santiago Bernabeu. PSG et Manchester City en découdront ensuite, mercredi 28 avril au Parc-des-Princes. Les matches retour se dérouleront respectivement les 4 et 5 mai 2021.

ARTS MARTIAUX

Le père du close-combat au Congo à l'honneur

Dans le cadre de la 3e édition de la Journée de reconnaissance sportive, le précurseur du close-combat au Congo, Me Bernard Bouhoula dit "Me Boul", a été honoré dimanche 18 avril dernier par la Fédération congolaise de la discipline, à travers le Cercle sportif Funitan.

Une compétition a été organisée à cette occasion, au Centre d'éducation sociale et de formation sportive (ex-Centre de formation Gothia) à Mfoulou-Ngambala à Brazzaville pour permettre aux pratiquants du close-combat de manifester leur reconnaissance au vétérinaire-moniteur Bernard Bouhoula "Me Boul". D'autres vétérans, à l'instar de Me Hilaire Ngouari (Judo et Karaté shotokan), Me Jean-Paul Ngasséma dit "Belmondo" (Taekwondo, ceinture noire 8e dan), Me Célestin Mpoutou (Karaté shotokan) et le Sara Jean Samba (Boxe des pharaons renommé) ont été honorés. Tous ont reçu un diplôme de reconnaissance pour services rendus durant de nombreuses années de pratique et d'enseignement de leurs disciplines respectives.

«Le sport a guidé les pas de ces vétérans qui sont devenus, pour certains, des légendes et considérés comme des véritables bibliothèques vivantes. Ils ont pratiqué et enseigné le sport durant de nombreuses années et souvent avec beaucoup de sacrifices. Comment vivre paisiblement une vie sportive sans avoir régulièrement une pensée pieuse à l'endroit de tous ses géants ? Pour ce qui nous concerne directement, nous avons décidé d'honorer ces hommes de valeur de leur vivant», a expliqué Clif Habib Oloc-kandzila, président du Cercle sportif Funitan.

De son côté, Klein Freddy Bambi-Bisila, président par intérim de la Ligue



Me Bernard Bouhoula célébré par les pratiquants du Close-combat

départementale de close-combat de Brazzaville, a affirmé que «pour devenir grand, il faut rêver grand, nous enseignons tant. Nous tenons donc à féliciter les responsables du Cercle sportif Funitan qui malgré les difficultés financières et sanitaires de l'heure ont tenu à organiser méthodiquement cette activité».

La journée a été ponctuée par une série d'exhibitions techniques de chaque discipline représentée, question de permettre au public de découvrir des talents cachés dans la Gymnastique, le Kyuk sul, le karaté shotokan, le karaté kyokushin, le Kung Fu et le Close-combat.

«J'ai été à la fondation du Close-combat, j'ai formé beaucoup de budokas, certains sont des officiers supérieurs, d'autres sont dans des écoles militaires en France. Mes successeurs vont continuer le travail que j'ai commencé, toutefois, je serais regardant du travail qu'ils vont faire. Le temps de la reconnaissance est arrivé c'est pourquoi j'ai été honoré», a indiqué le

vétéran Bernard Bouhoula. Le Sara Jean Samba a, pour sa part, estimé que «souvent dans notre pays, on fait les honneurs à titre posthume, mais lorsque de votre vivant vous êtes honorés, cela fait plaisir. A titre posthume c'est bien, mais vaut-mieux être conscient de ce qui se passe. Si on le fait de votre vivant ça vous reconforte par le fait que vous n'auriez pas perdu votre temps à former des jeunes à pratiquer une discipline donnée».

Depuis le lancement officiel de la saison sportive par le ministre Des Sports, beaucoup de fédérations n'ont pas encore démarré leurs activités. «Nous avons bien pensé animé notre fédération en organisant cette journée relative à la célébration de la 3e journée de reconnaissance sportive», a fait remarquer le moniteur Roland-Francis Mahoungou, directeur technique de la FECOCLOSE.

Alain-Patrick MASSAMBA

ARTS MARTIAUX

Attribution des grades au karaté

L'organisation de l'examen de l'attribution des grades aux arts martiaux est une vieille habitude née au Japon. Aux arts martiaux, la progression est jalonnée de kyu et de dan (niveau, grade). Il est matérialisé par le port d'une ceinture (obi) de couleur ou noire.

En vous inscrivant dans un club, vous êtes appelé junior, quel que soit votre âge, et vous portez la ceinture blanche 9e kyu (kyukyu). En règle générale, on appelle débutant tout pratiquant en dessous de la ceinture noire. Avant de se présenter à l'examen de ceinture noire 1^{er} dan (shodan), le débutant doit d'abord gravir tous les neuf premiers kyus (classes) de l'art.

Du 9^e kyu (kyukyu, ceinture blanche) au 4^e kyu (yonkyu, ceinture orange), le grade est délivré par le maître du club. Du 3^e kyu (sankyū, ceinture verte) au 1^{er} kyu (ikkyū, ceinture marron), l'attribution du grade est du ressort de la ligue départementale de karaté où évolue l'athlète. Alors que l'attribution de la ceinture noire 1^{er} dan (shodan) est du ressort de la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires (FECOKA.AMA) à travers un examen officiel qu'elle organise au niveau national.



Des karatékas en plein entraînement

Il sied de rappeler que jusqu'au 1^{er} dan, le karatéka construit les bases de sa technique. Jusqu'au 2^e dan (nidan), le karatéka complète celle-ci. Un 3^e dan (sandan) doit en principe connaître toutes les techniques de base et tous les katas de son style. Jusqu'au 4^e dan (yodan), le karatéka affine sa technique, perfectionne son style. Pour y parvenir, il a au moins une quinzaine d'années de pratique ardue et assidue. C'est alors seulement qu'il abordera les échelons supérieurs (dan), ou la maîtrise de la technique est l'expression de l'union corps-esprit, qui est le vrai but de l'art martial. En réalité, le grade supérieur ne devrait être attribué qu'à des karatékas exceptionnels à tous points de vue. Le 5^e dan

(godan) représentait jusqu'à une certaine époque l'étape ultime de la progression. Aujourd'hui, le 8^e dan (hachidan) est le grade le plus élevé au Congo. L'examen de l'octroi du 9^e dan (kyudan) et du 10^e dan (judan) ne s'est pas encore réalisé. Il convient de signaler que, le grade est à la fois une récompense pour le travail accompli et un encouragement à poursuivre. Le grade ne s'achète pas, il se mérite. Retenez que, le grade ne donne pas sa valeur à l'homme qui le porte, mais, c'est plutôt, l'homme qui donne sa valeur au grade à travers des efforts réels et constants sur le terrain de la pratique.

TADI-DIA-NUNGU